



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

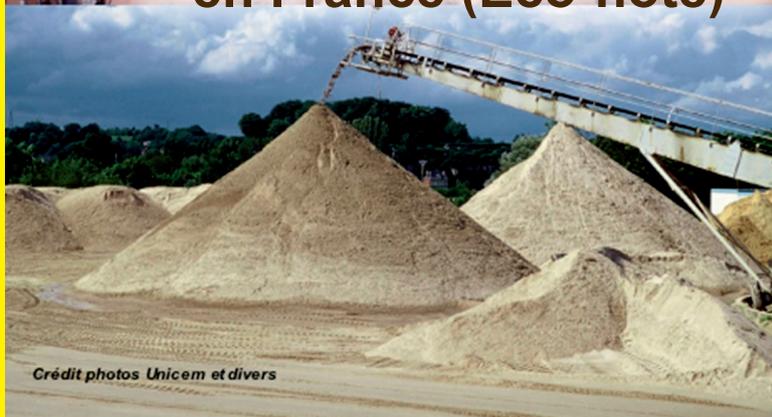
MARS 2009

ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX



**Le secteur des granulats
en France (Éco-note)**



Crédit photos Unicem et divers



Métaux précieux : repli modéré pour l'or, l'argent et le palladium, hausse modérée pour le platine

Métaux de base : les achats stratégiques chinois ont influencé les cours du cuivre, du plomb, du zinc, voire de l'aluminium, mais n'ont pas atteint ceux du nickel et de l'étain

La plupart des grands groupes miniers doivent d'abord se désendetter

L'accord Rio Tinto – Chinalco soulève des protestations

Anglo American est complètement sorti du capital d'AngloGold Ashanti

Éco-note : le secteur des granulats en France ; tension sur l'approvisionnement et interrogation sur la ressource et sa disponibilité

ÉCOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

ÉCOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat : industrie.gouv.fr/energie/matieres/fle_mat.htm

ÉCOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

La rédaction de la revue ÉCOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

La revue ÉCOMINE comporte cinq grandes rubriques :

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité.
Rédacteurs : J.M. Éberlé, A. Coumoul
Tableaux et graphiques de cours : J.M. Angel
- **informations sectorielles**, relatives aux métaux de base et d'alliage, au diamant et aux métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage.
Rédacteurs : A. Coumoul, B. Martel-Jantin
- **questions multilatérales**, rubriques centrées notamment sur les procédures antidumping.
Rédacteur : A. Coumoul
- **les États**, du point de vue de l'exploitation de leur ressources.
Rédacteur : J.M. Éberlé
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.
Rédacteur : J.M. Éberlé

Une note, appelée « Éco-note », sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ÉCOMINE :

- * *Chargée de la coordination* : yvelyne.clain@industrie.gouv.fr
- * *Chargé de la réalisation* : a.coumoul@brgm.fr

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ÉCOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité de l'État.

SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cours et tendance 7

➤ Métaux précieux : repli modéré pour l'or, l'argent et le palladium, hausse modérée pour le platine

➤ Métaux de base : les achats stratégiques chinois ont influencé les cours du cuivre, du plomb, du zinc, voire de l'aluminium, mais n'ont pas atteint ceux du nickel et de l'étain

Fondamentaux 8

➤ Avant la prochaine réunion du G20 et alors que les pays accentuent leurs efforts, les économistes constatent que la crise a dépassé leurs prévisions mais est peut-être en train de marquer le pas

➤ La Chine conteste le statut de référence monétaire internationale privilégiée du dollar

Dossiers et faits d'actualité 10

➤ La plupart des grands groupes miniers doivent d'abord se désendetter

➤ La montée de Chinalco à hauteur de 18% du capital de Rio Tinto et son accès direct à une dizaine d'opérations de première importance soulèvent des protestations

➤ Suite de l'actualité des achats/ventes de la filière minéraux - métaux

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base 13

➤ Aluminium : faute d'éclaircie sur la filière aluminium, ce sont la révision des projets, les coupes dans les dépenses, la question du « benchmarking » de l'alumine et les accords de coopération qui ont occupé l'actualité

➤ Cuivre : prévisions de l'ICSG pour l'évolution des capacités de la filière cuivre dans la période de 2009 à 2012

➤ Etain : l'Indonésie augmente de 47% son quota de production 2009

➤ Fer et acier : le prix 2009 du minerai de fer sera-t-il réduit de 25 à 40 %, ou de 50% qui le ramènerait au prix d'avant 2008 ?

➤ Plomb-Zinc : l'OPA de Minmetals sur OZ Minerals rencontre l'opposition des partisans australiens de la maîtrise nationale des ressources minières

Métaux d'alliage 17

➤ Cobalt - nickel : d'après l'INSG, le marché du nickel 2008 a été excédentaire pour la 2^{ème} année consécutive

➤ Magnésium : l'emprise chinoise sur le marché du magnésium s'étend

➤ Tungstène : les projets tungstène non chinois sont toujours d'une grande fragilité

Métaux spéciaux 19

➤ Mercure : alors que la demande d'or fait remonter la demande de mercure, un traité mondial sur la limitation d'usage de ce dernier s'est enfin dessiné à Nairobi

➤ Titane : l'homme d'affaires français Jean-Raymond Boule a acheté les 49 % du capital de Titanium Resources Group détenus par un fonds d'investissement

➤ Uranium : Areva voit arriver un nouveau concurrent dans le domaine des réacteurs nucléaires

Diamant et Métaux précieux 20

➤ Diamant : confronté à une mévente des diamants bruts, De Beers doit arbitrer parmi ses opérations pour réduire sa production

➤ Argent : Silver Wheaton absorbe Silverstone

➤ Or : des projets or ouest-africains arrivent à maturité et d'autres sont annoncés

➤ Palladium-platine : contraction attendue du marché 2009 des platinoïdes et conséquences redoutées pour l'emploi en Afrique du Sud

Minéraux industriels et matériaux de construction 23

➤ Alumine non métallurgique : Rio Tinto Alcan a fortement réduit sa production et attend la relance

➤ Ciment international : endetté à hauteur de 19 Md\$, le groupe Cemex doit se refinancer dans un très mauvais contexte économique et financier

➤ Matériaux : Saint-Gobain réduit ses effectifs et augmente son capital

➤ Potasse : la réunion des producteurs de fertilisants d'Amérique latine a été l'occasion de souligner le potentiel de croissance et de reconnaître certaines incohérences

Eaux minérales 24

➤ Pas d'article ce mois-ci

Recyclage 24

➤ Recyclage des métaux non ferreux : l'année 2008 se solde par une perte de 50 M€ pour Recyclex, l'ex-Metaleurop

➤ Recyclage du verre : le tri sélectif est le seul recours pour éviter la mise en décharge de tonnages importants de verre impropre au recyclage

QUESTIONS MULTILATÉRALES ... 25

➤ Questions globales et périmètres économiques : confrontée à la crise économique, la Chine vient en aide à ses industriels, notamment dans le domaine des matières premières minérales

➤ Procédures antidumping : dans le contexte de la réduction de volume des marchés et des prix, les produits chinois importés restent au centre des préoccupations de l'Union européenne

LES ÉTATS 27

LES ENTREPRISES 29

CARNET 33

ÉCO-NOTE 35

➤ Le secteur des granulats en France : tension sur l'approvisionnement et interrogation sur la ressource et sa disponibilité ; par J.M. Eberlé

TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES POUR LE MOIS DE MARS 2009

Métaux précieux (London fixing price)

	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Rappel moyenne 2006	Rappel moyenne 2007	Rappel moyenne 2008	Moyenne février 2009	Moyenne mars 2009	Tendance mars 09 / février 09
Exprimés en dollars/once								
Argent	6,7	7,3	11,5	13,3	15,1	13,4	13,1	- 2,2 %
Or	409	445	604	696	874	941	925	- 1,7 %
Palladium	230	202	320	355	354	206	203	- 1,9 %
Platine	844	897	1 143	1 304	1 582	1 037	1 082	+ 4,3 %
Exprimés en euros/once								
Argent			9,2	9,7	10,1	10,5	10,0	- 4,1 %
Or			481	507	594	735	709	- 3,6 %
Palladium			255	259	237	161	155	- 3,8 %
Platine			910	950	1 059	810	829	+ 2,3 %

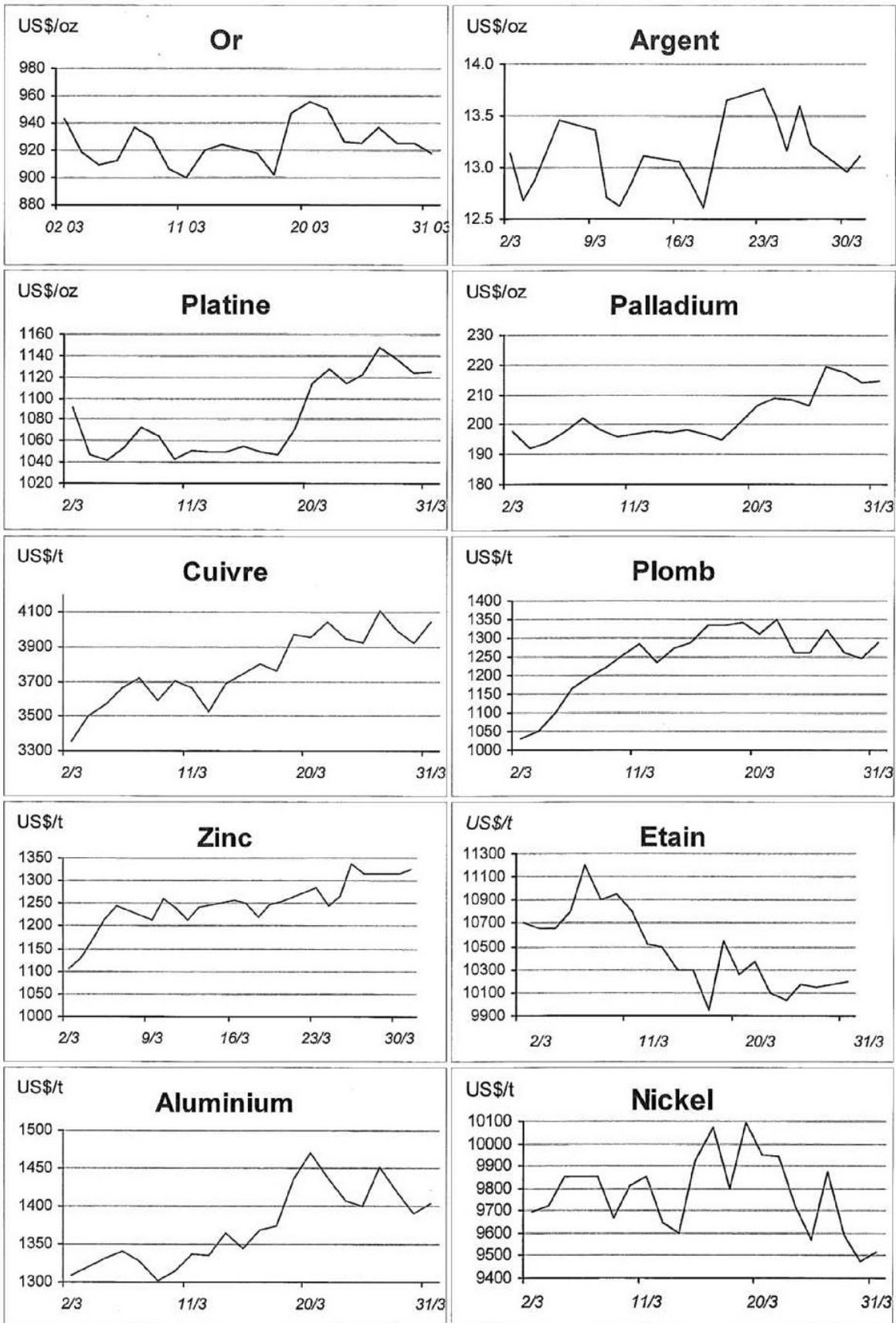
Métaux de base et d'alliage (London LME 3 mois)

	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Rappel moyenne 2006	Rappel moyenne 2007	Rappel moyenne 2008	Moyenne février 2009	Moyenne mars 2009	Tendance mars 09 / février 09
Exprimés en dollars/tonne								
Aluminium	1 721	1 899	2 580	2 661	2 626	1 367	1 372	+ 0,4 %
Cuivre	2 789	3 503	6 676	7 098	6 910	3 351	3 783	+ 12,9 %
Etain	8 354	7 335	8 743	14 513	18 444	10 846	10 465	- 3,5 %
Nickel	13 724	14 569	23 229	36 125	21 356	10 466	9 777	- 6,6 %
Plomb	848	941	1 282	2 566	2 103	1 106	1 246	+ 12,7 %
Zinc	1 063	1 392	3 256	3 241	1 902	1 135	1 243	+ 9,5 %
Exprimés en euros/tonne								
Aluminium			2 051	1 947	1 772	1 068	1 051	- 1,6 %
Cuivre			5 292	5 177	4 632	2 617	2 898	+ 10,7 %
Etain			6 945	10 566	12 395	8 471	7 713	- 5,4 %
Nickel			18 385	26 503	14 302	8 174	7 489	- 8,4 %
Plomb			1 018	1 860	1 415	863	955	+ 10,6 %
Zinc			2 573	2 378	1 278	885	947	+ 7,0 %

Etat des Stocks au LME (t)

	Fin 2005	Fin 2006	Fin 2007	Fin 2008	Fin février 2009	Fin mars 2009	Tendance mars 09 / février 09
Aluminium	622 700	699 325	930 025	2 328 900	3 208 625	3 468 975	+ 8,1 %
Cuivre	72 600	182 800	197 450	339 775	542 300	499 625	- 7,9 %
Etain	12 585	12 970	12 100	7 790	8 845	10 730	+ 21,3 %
Nickel	23 964	6 648	47 946	78 390	98 382	106 698	+ 8,5 %
Plomb	41 350	41 125	45 575	45 150	60 500	62 025	+ 2,5 %
Zinc	437 800	88 450	89 150	253 500	360 100	344 900	- 4,2 %

VARIATION DES COURS DES MÉTAUX PENDANT LE MOIS DE MARS 2009



INFORMATIONS GÉNÉRALES

COURS ET TENDANCES

Métaux précieux : repli modéré pour l'or, l'argent et le palladium, hausse modérée pour le platine

L'évolution des cours des métaux précieux reste partagée suivant le courant « métaux précieux valeurs refuges » et le courant « métaux industriels ». D'un côté, l'or reste privilégié en tant que valeur refuge, aidé en cela par les « Exchange Traded Funds » (ETF), de l'autre, le marasme du secteur automobile pèse sur les platinoïdes bien que le statut du platine soit mixte.

Le cours de l'**or** se situe toujours à un niveau élevé, sous la barre des 1 000 \$/oz. À 943 \$/oz en clôture le 1^{er} jour, le cours a montré une certaine volatilité, entre un plancher à 900 \$/oz et un plafond à 955 \$/oz, qui s'est soldée par un cours mensuel moyen en baisse de 1,7 %, à 925 \$/oz. CPM Group a noté que les Banques centrales ont été acheteuses nettes d'or en janvier. Les analystes sont toutefois partagés sur les perspectives à court terme. Les optimistes prévoient une stabilisation au-dessus de la barre des 900 \$/oz, voire, pour ceux d'UBS, une prévision de 1 050 \$/oz pour le cours à un mois et de 1 100 \$/oz pour celui à trois mois. Les pessimistes prévoient une correction et un retour vers les 880 \$/oz. Les analystes de Deutsche Bank Global ont souligné la progression du découplage entre les variations du dollar et du cours spot de l'or qu'ils attribuent à la montée en puissance des ETF soutenue par la conjoncture économique. D'où un accroissement de volatilité.

Le cours de l'**argent** s'est aussi montré volatil entre un plancher à 12,6 \$/oz et un plafond à 13,8 \$/oz. Il a commencé et terminé le mois au même niveau, 13,1 \$/oz, qui est aussi

la nouvelle moyenne mensuelle en repli de 2,2 % par rapport à février. Sans excès, le cours s'est fortement repris après les 9 \$/oz de fin 2008, mais il rencontre maintenant quelque difficulté à repasser durablement au-dessus des 14 \$/oz.

Le cours du **platine**, remonté le 1^{er} jour à 1 092 \$/oz, a ensuite baissé pour se stabiliser au-dessus de 1 040 \$/oz la première quinzaine, puis il s'est vivement repris à partir du 19 mars pour passer au-dessus des 1 120 \$/oz et y rester jusqu'en fin de mois. Son cours moyen mensuel a gagné 4,3 %, à 1 082 \$/oz. Les perspectives à court et moyen terme restent ternes en raison de la crise du secteur automobile.

Bien que le cours du **palladium** ait montré une tendance haussière modérée dans la seconde quinzaine, commençant le mois à 198 \$/oz et le finissant à 215 \$/oz, le cours moyen a baissé. Il est descendu de 206 \$/oz à 203 \$/oz, perdant 1,9 %.

(Bases de cours LME et tableurs BRGM ; Mining Journal : 06-13-20-27/03/2009 ; Platt's Metals Week : 02-09-16/03/2009)

Métaux de base : les achats stratégiques chinois ont influencé les cours du cuivre, du plomb, du zinc, voire de l'aluminium, mais n'ont pas atteint ceux du nickel et de l'étain

Les cours de plusieurs métaux de base, cuivre, plomb et zinc, ont rebondi en mars, rebond attribué à des achats chinois en début de mois pour constituer leur stock stratégique et, aussi, à une « amélioration des perspectives économiques » dans ce pays. Le cours de l'aluminium, qui s'est seulement stabilisé, a moins profité de l'effet stockage à cause de l'importante surcapacité chinoise tandis que la réaffirmation de

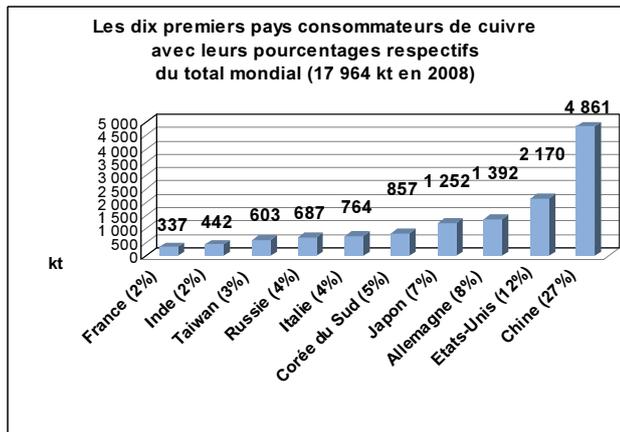
l'absence de perspectives de court terme pour le nickel et l'étain a entraîné un glissement de leurs cours.

Le cours de l'**aluminium** a continué d'être affecté par la surcapacité comme le montre une fois encore la hausse de 8,1 % du stock du LME, arrivé à 3,469 Mt, en dépit des réductions de production et des achats effectués par le SRB chinois (State Reserve Bureau) sur son marché domestique pour alimenter le stock stratégique¹. Malgré une tendance haussière du cours sur le mois partagée avec d'autres métaux de base, le cours de l'aluminium a évolué entre 1 300 \$/t et 1 400 \$/t (prix inférieur au coût opératoire de nombre de fonderies) pour enregistrer in fine une hausse minimale du cours moyen mensuel de + 0,4 %, à 1 372 \$/t. Si les perspectives du marché restent fermées en raison du marasme du BTP, de l'automobile et de la construction aéronautique, l'évolution du cours depuis septembre 2008 (plus de 2 400 \$/t) fait dire à certains analystes que le creux de la vague est maintenant dépassé. D'autres font remarquer que l'effet de surstockage du LME viendrait en partie d'un stockage insuffisant en aval, chez les industriels de la filière, et qu'une réorganisation pénaliserait moins le cours.

Le cours du **cuivre**, après être descendu à 3 355 \$/t le 1^{er} jour, a progressé quasi régulièrement jusqu'à 4 050 \$/t, amenant une hausse de 12,9 % de la moyenne mensuelle qui s'est établie à 3 783 \$/t. Les stocks de cuivre du LME ont diminué de 7,9 %. Le rebond du cours est d'abord attribué aux achats chinois en vue de constituer leur stock stratégique, achats commencés qui se sont soldés par un record d'importation de 375 957 t de cuivre

¹ Qui a une double justification, soutien du prix pour les producteurs et constitution du stock stratégique national.

(forme pure ou alliée) depuis le début de l'année. L'objectif de la Chine serait de porter ce stock de cuivre entre 0,3 et 1,0 Mt, selon différentes sources d'information. Il y aurait aussi des signes d'une possible reprise économique de la Chine qui représente aujourd'hui 27 % de la consommation mondiale (fig. suivante). De plus, la prévision d'une offre mondiale 2009 excédentaire de seulement 3 % a rassuré.



Source : Thomson Data Stream, LME, Deutsche Bank in Financial Times

Haussier dès le début du mois, le cours du **plomb** est passé de 1 030 \$/t à près de 1 350 \$/t le 17 mars. Il a ensuite résisté au-dessus de la barre des 1 250 \$/t pour finir à 1 290 \$/t. La moyenne mensuelle a progressé de 12,7 %, à 1 246 \$/t, sans que ce mouvement puisse être justifié par les fondamentaux comme en témoigne le stock du LME en hausse de 2,5 %, à 62 025 t. La consommation reste affectée par la crise de l'automobile bien que les ventes de février en Chine ont été en hausse de 24 % par rapport à celles de février 2008. D'après l'ILZSG, le marché a terminé l'année 2008 sur un excédent de 19 000 tonnes, résultant d'une production de 8 725 000 t (+7,5 %) et d'une demande de 8 706 000 t (+6,4 %).

Le cours du **zinc** a également beaucoup progressé grâce aux conséquences sur le marché international des achats domestiques chinois pour constituer leur stock stratégique. Ainsi, le stock du LME a baissé de 4,2 %, à 345 kt. Le cours a gagné 135 \$ la 1^{ère} semaine pour arriver à 1 245 \$/t puis a ensuite gagné 80 \$ jusqu'à la fin du mois. La moyenne

mensuelle a progressé de 9,5 %, à 1 243 \$/t. La production de zinc raffiné a été excédentaire de 195 kt en 2008. Depuis l'effondrement du cours, le volume de capacités mises en sommeil n'a cessé d'augmenter.

Le cours du **nickel** s'est montré très volatil, évoluant entre un minimum de 9 475 \$/t et un maximum de 10 095 \$/t. Cependant il a globalement évolué sous les 10 000 \$/t, d'où une moyenne mensuelle de cours de 9 777 \$/t marquant un recul de 6,6 % par rapport à février. Le métal continue de souffrir de la baisse de la demande d'acier inoxydable mais, fait-on remarquer chez Metal Bulletin Research, les inventaires se sont adaptés à la nouvelle demande

et ne retarderont donc pas les commandes à la reprise qui n'est pas attendue avant la fin 2009 au plus tôt.

Le cours de l'**étain** a été volatil et baissier en mars. Il a commencé le mois à 10 700 \$/t et l'a fini à 10 200 \$/t après être passé par un maximum de 11 200 \$/t le 6 et un minimum de 9 950 \$/t le 18. La moyenne mensuelle, à 10 465 \$/t, a baissé de 3,5 %. Malgré la connaissance de l'élasticité de l'offre internationale (indonésienne et accessoirement chinoise), MBR anticipe pour 2009 une baisse conjointe de l'offre et de la demande d'étain raffiné se soldant par un excédent modéré de 4 000 t. D'où une détente attendue du cours qui repasserait de d'une situation de « backwardation » (prix cash > prix à trois mois) à une situation de « contango » (prix cash < prix à trois mois).

Fin février, Natixis a publié des **prévisions de cours 2009 des métaux de base** qui sont franchement pessimistes puisque, dans un contexte de recul général attendu, les baisses s'échelonnent de 33 % à 58 % (tabl. suivant).

Métaux	prix cash 2008 (\$/t)	prix cash 2009p (\$/t)	évolution % 08-09	rappel évol. % 07-08
Aluminium	2 571	1 550	-39,7%	-2,6%
Cuivre	6 952	2 900	-58,3%	-2,4%
Étain	18 499	10 500	-43,2%	-27,3%
Nickel	21 029	12 000	-42,9%	-43,4%
Plomb	2 085	1 050	-49,6%	-19,7%
Zinc	1 870	1 250	-33,2%	-42,5%

(Base de cours LME et tableurs BRGM ; Financial Times : 05-23/03/2009 ; Le Monde : 23/03/2009 ; Les Echos : 15/03/2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009 ; Metal Bulletin Monthly : March 2009 ; Mining Journal : 06-13-20-27/02/2009 ; Recyclage Récupération : 23/02/2009, 16/03/2009 ; Site web mineralinfo.org)

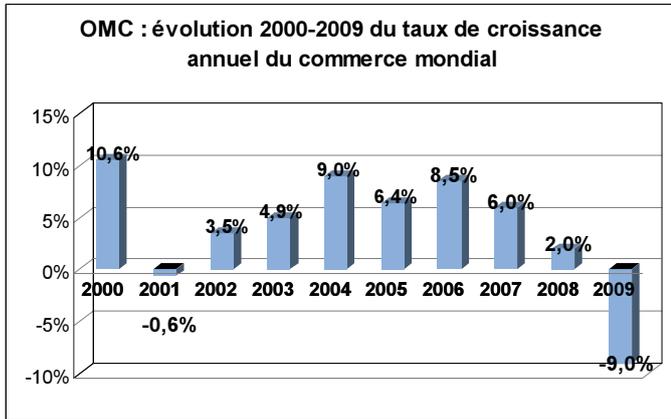
FONDAMENTAUX

Avant la prochaine réunion de Londres du G20 et alors que les pays accentuent leurs efforts, les économistes constatent que la crise a dépassé leurs prévisions mais est peut-être en train de marquer le pas

L'ensemble des pays concernés par la prochaine réunion du G20 au début d'avril à Londres s'active à préparer ce sommet qui revêt une importance particulière en raison de la crise économique mondiale. Ils s'inspirent, en particulier, des cinq objectifs prioritaires définis par le FMI. Ce sont la résolution du problème des banques, l'adoption de mesures de relance supplémentaires si nécessaire, l'aide aux pays émergents, le soutien aux pays les plus pauvres et le renforcement du rôle du FMI.

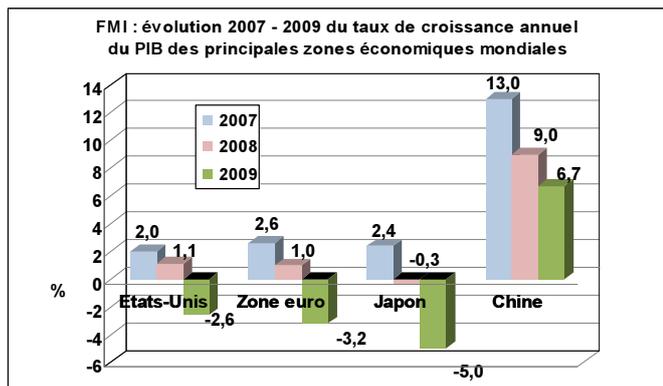
La plupart des statistiques mondiales démontrent que la crise est plus profonde que prévu. L'activité est partout en net repli, comme le montre l'évolution de la croissance du commerce mondial et le contraste entre un taux de + 2 % en 2008 et de - 9 % en 2009 (fig. page suivante).

De nombreux secteurs sont en grande difficulté et l'aggravation du chômage est générale au point que l'OCDE a prévu qu'il atteindrait un taux global de 10 % dans les 30 économies les plus avancées. En Europe, les taux



de chômage s'échelonnent de 2,8 % aux Pays-Bas à 14,8 % en Espagne. Au Japon, il a dépassé 4,5 % en mars alors qu'il était descendu à 3,6 % en 2006. Aux Etats-Unis, après une nouvelle hausse en février, le taux est passé à 8,1 %. Il est estimé que le pays a perdu 4,4 millions d'emplois depuis le début de la récession. Dans ce pays sans doute plus qu'ailleurs, la filière automobile, constructeurs et sous-traitants confondus, est le secteur le plus touché car les trois « Bigs », Ford, Chrysler et surtout General Motors, ont besoin de l'aide du gouvernement pour éviter la faillite.

Dans ce contexte, le FMI a encore abaissé ses prévisions d'évolution du PIB 2009 (fig. suivante), au point que la prévision globale (mondiale) a basculé de positive, avec + 0,5 %, à négative, avec - 0,6 %.



La direction de la Banque Fédérale Américaine (FED), qui n'a plus aucune marge de manœuvre pour ses taux, a perçu des « signaux économiques positifs » au travers du ralentissement de la baisse de la production industrielle (de - 1,9 % en janvier à - 1,4 % en février) et d'un

voire 2011.

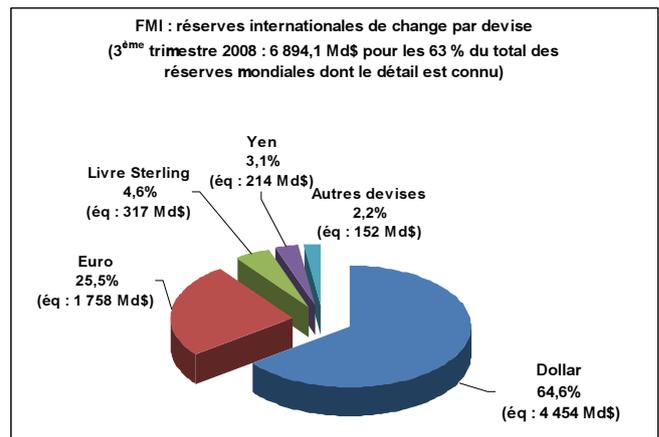
La Banque centrale européenne (BCE) a baissé son taux d'un demi-point, le ramenant de 2,0 % à 1,5 %. D'autres banques centrales ont fait de même, telles la Banque d'Angleterre et la Banque du Canada qui ont ramené leur taux à 0,50 %. La Banque d'Australie a maintenu le sien à 3,25 %.

(BCE : *Bulletin mensuel de mars 2009* ; *Financial Times* : 25-31/03/2009 ; *La Tribune* : 04-06-13/03/2009 ; *Le Figaro* : 07-16-18/03/2009 ; *Le Monde* : 07-21/03/2009 ; *Les Echos* : 04-06-18-24-25-26-30-31/03/2009)

rebound important des constructions de logements (+ 22 %). Les analystes restent cependant en attendant le commencement de la sortie de la crise, donnant une fourchette de fin 2009 à courant 2010,

omniprésente dans les échanges commerciaux. Ce responsable a suggéré la mise en place, à terme, d'une monnaie mondiale de référence qui serait une monnaie de réserve contrôlée par le Fonds Monétaire International. Ce système serait basé sur un « panier » constitué de quatre monnaies qui seraient le dollar, l'euro, le yen et la livre sterling.

Cette déclaration semble refléter deux choses. D'une part, le constat du désaccord permanent entre chinois et américains pour ce qui concerne la parité de leurs monnaies, les américains ayant longtemps évoqué l'excès de faiblesse du renmmbi chinois. D'autre part, c'est aussi la constatation d'un usage excessif de l'arme monétaire de la part des américains qui ont laissé s'effriter leur monnaie. Dans le cas de l'euro, la faiblesse du dollar pèse sur les exportations européennes et fait aussi fondre les réserves monétaires de dollars qui constituent encore une part prépondérante des réserves internationales de change (fig. suivante).



La Chine conteste le statut de référence monétaire internationale privilégiée du dollar

Cet objectif serait toutefois moins évident à réaliser qu'il n'y paraît. D'une part en raison du « poids » du dollar dans le monde et du bénéfice qu'en tirent les américains, d'autre part parce que l'Etat chinois a des réserves importantes de bons du Trésor américain, que nombre d'investisseurs sont engagés dans cette monnaie et qu'une possible panique sur les marchés entraînerait une dévaluation générale des actifs, y compris chinois.

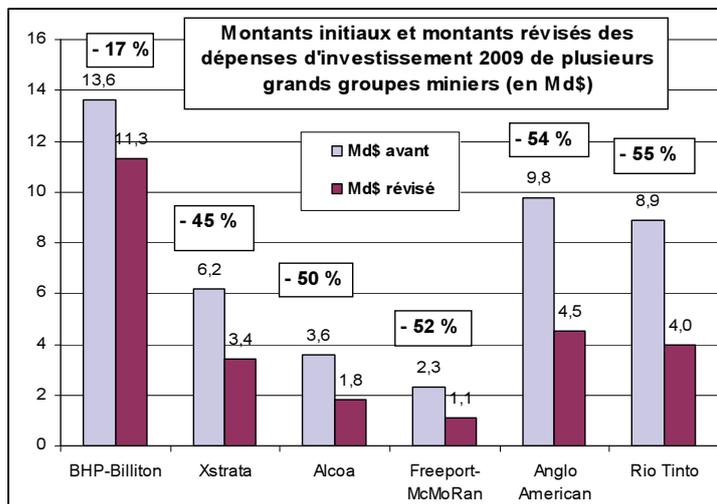
(*Les Echos* : 25/03/2009)

Dans une déclaration faite une semaine avant le sommet du G20, le gouverneur de la Banque centrale chinoise a remis en cause le rôle prépondérant du dollar américain dans le système monétaire international, monnaie toujours aussi puissante et

FAITS ET DOSSIERS D'ACTUALITÉ

La plupart des grands groupes miniers doivent d'abord se désendetter

Entraîné par la crise économique, le brutal renversement de tendance du marché des minerais et métaux a, au second semestre 2008, succédé à une période « euphorique » de cours de métaux élevés, de capitalisations élevées et de consolidation à tout-va soutenue par le crédit facile. Beaucoup de dettes alors contractées sont devenues insurmontables (fig. suivante) parce que la demande a chuté et les cours se sont effondrés de même que les capitalisations, d'où des situations à ratio chiffre d'affaires ou bénéfices versus endettement totalement déséquilibrés, d'autant que des seuils ont été enfoncés, sous lesquels les prêts deviennent exigibles et les prêteurs peu enclins à refaire confiance.



Source : VM Group in L'Usine Nouvelle)

voire en développement avancé quand l'enjeu est conséquent (cas de Sherritt sur le projet de nickel malgache d'Ambatovy) ;
- la réduction ou la suppression du dividende (Alcoa) ;

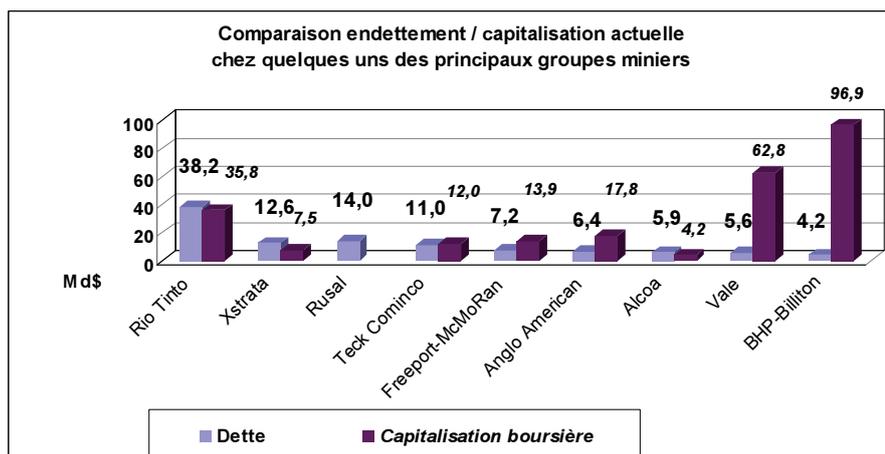
facile de cash, l'intégration de purs financiers favorisant la gestion de court terme (vente d'actifs « non essentiels », économie excessive affectant le renouvellement des réserves...), ou l'intégration d'investisseurs d'Etat (la Chine dispose de liquidités considérables, de l'ordre de 2 000 Md\$).

(La Tribune : 18/03/2009 ; Le Figaro : 18/03/2009 ; Libération : 06/03/2009 ; Les Echos : 24-26/02/2009, 10/03/2009 ; L'Usine Nouvelle : 12/03/2009)

La montée de Chinalco à hauteur de 18 % du capital de Rio Tinto et son accès direct à une dizaine d'opérations de première importance soulèvent des protestations

L'accord stratégique Rio Tinto – Chinalco, bâti sur la montée du groupe chinois de 9,3 % à 18 % du capital du groupe minier australien pour 7,2 Md\$ et sur sa participation directe dans une dizaine de projets fer, cuivre et aluminium pour 12,3 Md\$, continue d'être au centre de l'actualité de la filière minéraux – métaux (cf Ecomine de février 2009). De nombreuses protestations ont été émises au travers d'arguments divers, comme ne pas brader le capital, garder le contrôle de l'entreprise ou garder le contrôle national des ressources, et le débat de fond a été ravivé au niveau politique.

Chez Rio Tinto, le directeur général, Tom Albanese, a de plus en plus de mal à convaincre du bien fondé de



Source : Le Figaro ; Les Echos et sites internet des groupes

Depuis le dernier trimestre 2008, la plupart des groupes ou compagnies ont dû accorder la première priorité au désendettement et plusieurs solutions techniques ont été utilisées, en général combinées, cas de la nationalisation à part :

- la réduction des dépenses (fig. suivante), tant dans les domaines de l'exploration (le budget de Freeport-McMoRan est passé de 248 M\$ en 2008 à 75 M\$ en 2009), des dépenses courantes avec réactivation d'une compression des coûts, que dans celui des investissements sur projets, surtout amonts (cas général),

- l'appel aux investisseurs via l'augmentation de capital par émission de nouvelles actions (Xstrata, Saint-Gobain), et/ou l'émission d'obligations convertibles (Alcoa, Rio Tinto) ;
- l'aide d'un « chevalier blanc », groupe capable d'apporter du cash (Chinalco avec Rio Tinto et Minmetals avec OZ Minerals) ;
- l'aide de l'Etat avec la contrepartie d'une nationalisation partielle ou totale (Rusal, Norilsk).

D'une façon générale, on assiste à une recomposition de l'actionnariat avec des avantages et/ou des inconvénients, tels la mobilisation plus

l'opération les investisseurs institutionnels et les autres actionnaires. Certains d'entre eux, comme Australian Foundation Investment Company, ont clairement exprimé leur opposition. Ceux qui ne refusent pas l'entrée des capitaux chinois demandent qu'une partie des obligations convertibles leur soit proposée et que soit exigé de Chinalco un relèvement de la prime aux actionnaires, tant pour l'entrée au capital que pour l'entrée directe dans les opérations minières.

Du côté australien, les griefs sont axés sur la question de l'implication profonde de l'appareil d'Etat chinois dans les ressources minérales nationales. Sont ainsi dénoncés les « méthodes autoritaires » chinoises, l'absence de principe de réciprocité (impossibilité pour une compagnie australienne d'acquérir semblable potentiel en Chine) et le caractère national, ou de réserve pour les générations futures, des ressources australiennes.

Vers le milieu du mois, les sénateurs australiens ont donné leur accord de principe à l'opération mais, aussitôt après, le gouvernement fédéral australien s'accordait un délai supplémentaire de 90 jours pour prendre sa décision finale.

(Engineering & Mining Journal : March 2009 ; Financial Times : 05-17-18-24-31/03/2009 ; Les Echos : 09/03/2009 ; L'usine Nouvelle : 19/03/2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009, 02/03/2009 ; Mines & Carrières : mars 2009 ; Mining Journal : 27/02/2009, 06-13-20/03/2009)

Suite de l'actualité des achats/ventes de la filière minéraux-métaux

Avec l'affaiblissement financier des mineurs, notamment australiens, des investisseurs (aux moyens financiers préservés) ont l'occasion d'entrer au capital ou de prendre le contrôle de ces entreprises. C'est le cas de compagnies chinoises, très généralement d'Etat, et c'est aussi le cas des investisseurs privés japonais parmi lesquels on compte les groupes Mitsubishi, Sumitomo, Mitsui ou Marubeni, ou des groupes de négoce comme Itochu et Sojitz, en attendant la montée en puissance de Toyota (via Toyota Tsusho) dans le développement direct des ressources, pour le moment focalisé sur les terres rares.

Cependant, ce sont les investissements chinois qui sont au centre de l'actualité. Après l'acceptation par **Rio Tinto** (article ci-dessus), très endetté, du principe de la montée du groupe d'Etat chinois **Chinalco** à hauteur de 18 % de son capital et en participation directe dans une dizaine d'opérations minières (cf Ecomine de février 2009), c'est **Minmetals** qui a lancé à la mi-février une OPA, tout en numéraire, sur le groupe **OZ Minerals**. Ce dernier est spécialisé dans le zinc, le plomb et le cuivre (cf article des informations sectorielles). Le producteur d'or n°1 chinois **Zijin Mining**, serait également prêt à investir en Australie. Fin février, c'est **Hunan Valin Iron and Steel Group** qui a fait une offre à Fortescue Metals Group pour lui acheter 16,5 % du capital au prix de 718 M\$.

Puis, le 4 mars, le groupe sidérurgique d'Etat chinois **Sinosteel**, acquéreur en 2008 du mineur de fer australien **Midwest**, a annoncé la récupération sur le marché de 5,85 % du capital de **Murchinson**, autre mineur de fer australien. Murchison exerce son activité dans un périmètre voisin de celui de Midwest. S'il est évident que Sinosteel souhaite augmenter sa part de capital dans Murchinson, il sera toutefois limité à hauteur de 49,9 % qui correspond à la limite imposée par un décret du gouvernement fédéral australien. Des rumeurs mentionnent une initiative de Sinosteel auprès des autorités australiennes pour faire admettre un projet d'OPA amicale sur Murchinson. L'objectif de Sinosteel est d'arriver à un grand projet régional intégré, car il récupérerait les 50 % que détient Murchison dans la joint venture opérant les infrastructures du port d'Oakajee et de la voie ferrée associée, soit des synergies possibles à hauteur de 650 M\$. Le partenaire à 50 % de Murchison dans cette joint venture est le groupe japonais Mitsubishi.

(Financial Times : 05-17-18-24-31/03/2009 ; Les Echos : 09/03/2009 ; L'usine Nouvelle : 19/03/2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009, 02/03/2009 ; Platt's Metals Week : 23/02/2009)

INFORMATIONS SECTORIELLES

MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

Faute d'éclaircie sur la filière aluminium, ce sont la révision des projets, les coupes dans les dépenses, la question du « benchmarking » de l'alumine et les accords de coopération qui ont occupé l'actualité

De fin décembre 2008 à fin mars 2009, le stock global d'aluminium du LME est passé de 2,329 Mt à 3,469 Mt, soit + 49 %, malgré les réductions de production, notamment en Chine et en Amérique du Nord. Si l'on comptabilise l'évolution du stock depuis la fin décembre 2007, l'augmentation est de 273 %. Le cours moyen mensuel (LME à trois mois) est descendu vers les 1 500 \$/t en décembre 2008 et s'est ensuite stabilisé vers les 1 400 \$/t grâce aux coupures et à un effet de « plancher », voire au stockage stratégique chinois. Il s'est établi à 1 372 \$/t en mars. Dans une déclaration faite au début mars, Klaus Kleinfeld, PDG d'Alcoa, a anticipé une baisse de la demande mondiale d'aluminium 2009 de 6-7 % dans le contexte du marasme économique et de son impact spectaculaire sur les secteurs de la construction, de l'automobile et du transport aérien, ajoutant que les producteurs doivent s'attendre à réduire davantage l'offre.

Dans le fil d'une évolution rapide de la filière durant ces dernières années, le leadership d'Alcoa a été remis en cause par la montée en puissance de concurrents tels Rio Tinto Alcan (c'est Alcoa qui avait lancé la 1^{ère} OPA sur Alcan), United Company Rusal ou Chalco. Aussi, le groupe doit-il aujourd'hui, dans des conditions difficiles puisque sa réduction volontaire de production atteint 18 %, réaffirmer prioritairement son potentiel de création de valeur. Sa direction a

annoncé une forte compression de personnel (suppression de 15 000 postes), une augmentation de capital de 1 350 M\$ extensible à 1 690 M\$ et des économies de 2 400 M\$/an à faire sur les dépenses. Par ailleurs, le dividende 2009 a été supprimé.

D'autres voies sont explorées par Alcoa comme la revalorisation du prix de l'alumine qui, indexé sur le cours LME de l'aluminium, serait aujourd'hui déconnecté du marché et des conditions propres à sa production, ou comme la rentabilisation des conditions spéciales de paiement accordées par le groupe à ses clients. Alcoa pratiquant son propre « hedging » au bénéfice de certains clients, les conditions actuelles l'amènent à envisager de partager ce risque. Le groupe n'en prépare pas moins la reprise en poursuivant certains projets et en signant des accords de coopération.

Ainsi, l'expansion de ses capacités brésiliennes à laquelle Alcoa doit affecter 4,053 Md\$ est en cours. Il a l'appui de la banque nationale de développement BNDS qui, après avoir prêté 480 M\$ en 2007, vient de prêter une deuxième montant de 397 M\$ dont l'essentiel sera consacré à la construction d'infrastructures liées aux projets Juruti et Alumar dans les Etats du Pará et du Maranhão. Juruti aura une capacité de 2,6 Mt/an de bauxite qui pourra être portée jusqu'à 12 Mt/an tandis que la raffinerie d'alumine d'Alumar verra sa capacité portée de 2,1 à 3,5 Mt/an. Enfin, Alcoa a signé avec le gouvernement de la province chinoise de Henan un accord de coopération stratégique pour l'établissement de grands projets tant dans l'amont que dans l'aval filière.

Rio Tinto Alcan, après s'être retiré en décembre 2008 du projet de complexe saoudien de Ras Az Zhor (fonderie de 720 kt/an de mise en production prévue en 2012), vient de signer avec la compagnie Ma'aden deux accords de coopération assurant

la finalisation du projet. Le premier assure le transfert technologique pour équiper la fonderie de cuves AP (technologie Aluminium Péchiney) et le second assure tous les autres appuis nécessaires.

La vente par l'État de Jamaïque de ses participations dans des actifs bauxite et alumine suit son cours et c'est au tour du groupe chinois Chinalco de s'y intéresser. En l'occurrence, Chinalco s'est intéressé aux 45 % détenus par l'Etat dans le capital de la raffinerie d'alumine de Jamalco (1,4 Mt/an ; AWAC 55 %). De plus, suite à la réduction de 50 % de la production d'Alpart (Alumina Partners of Jamaica Ltd), le gouvernement jamaïcain serait favorable au rachat par Chinalco des 65 % du capital détenus par UC Rusal qui serait vendeur, le reste de la joint venture étant détenu par Norsk Hydro (35 %).

L'État chinois a fait un geste significatif vers ses producteurs d'aluminium en permettant à une quinzaine de fonderies de pouvoir négocier les prix et les volumes directement avec les réseaux, à partir de la fin mars. Auparavant, les producteurs d'aluminium récupéraient l'électricité sur les réseaux au prix déterminé. Le rabais envisageable n'est pas précisé. Au nombre de ces fonderies figurent Yunnan Aluminium et Pingguo appartenant à Chalco, et Sichuan Aostar Aluminium. Le gouvernement a considéré qu'il ne pouvait pas laisser la situation se détériorer davantage alors que près de 4 Mt/an de capacités seraient en sommeil et que le flux à l'exportation s'est asséché.

Avec ses problèmes de dette, UC Rusal a du mal à trouver 900 M\$ pour finir de développer le projet de complexe de Boguschansky. UC Rusal doit 4,5 M\$ à la banque d'Etat russe Vnesheconombank et a d'autres crédits auprès de banques occidentales. Le démarrage de la fonderie (0,6 Mt/an à pleine capacité) ayant été repoussé de

2010 à 2012, la priorité donnée à la construction de la centrale hydro-électrique de 3 000 MW, qui serait disponible à partir de 2010, semble être une solution.

(*Engineering & Mining Journal : March 2009 ; L'Usine Nouvelle : 26/02/2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009, 02-09/03/2009 ; Mining Journal : 20/03/2009 ; Platt's Metals Week : 16/03/2009 ; Site web riotintoalcan.com*)

CUIVRE

Prévisions de l'ICSG pour l'évolution des capacités de la filière cuivre dans la période de 2009 à 2012

L'International Copper Study Group (ICSG) a livré en mars son exercice annuel de réévaluation de l'évolution des capacités de la filière cuivre mondiale (tabl. suivant). Ce bilan fait la synthèse des données sur un millier de sites (mines, unités hydrométallurgiques, fonderies ou raffineries) en opération (à capacité normale ou à capacité réduite), en arrêt provisoire ou arrivant en production dans la période considérée. Il est régulièrement actualisé dans le contexte d'une haute fréquence de réajustement des productions, projets et investissements.

D'après le panorama donné par les quatre années 2009-2012, la capacité minière augmenterait de 21 % alors que la capacité de raffinage augmenterait de 13 %. La capacité des unités hydrométallurgiques croîtrait plus rapidement que celle des unités à concentrés avec une part des premières dans la production minière globale passant de 22 % en 2008 à 25 % en 2012. Du côté des fonderies classiques, la hausse serait limitée à 9 %. Enfin, la progression du raffinage électrolytique devrait se tasser à partir de 2010.

(*Site web icsg.org*)

Sterlite Industries (groupe Vedanta) a finalement racheté les actifs d'Asarco pour 1,7 Md\$ au lieu de 2,6 Md\$

Le retardement du rachat des actifs du groupe américain Asarco, ex-filiale de Grupo Mexico, par le groupe Sterlite Industries (filiale de Vedanta Resources) lui aura finalement fait économiser 0,9 Md\$. En effet, le marché vient d'être conclu au prix de 1,7 Md\$, dont 1,1 Md\$ cash et 0,6 Md\$ en bons garantis remboursables sur neuf ans, contre 2,6 Md\$ proposés lors de la première offre faite en mai 2008. L'accord reste soumis à l'approbation

dispersée des biens. Via la holding Americas Mining Corp, Asarco est une ex-filiale de Grupo Mexico qui n'a pas été impliqué juridiquement car son rachat d'Asarco a été tardif.

C'est dans le cadre du « Chapter 11 » que les négociations avec la filiale du groupe Vedanta ont été entreprises et menées à leur terme. Vedanta va reprendre en Arizona trois mines de cuivre à ciel ouvert, leurs unités de traitement et une fonderie de cuivre et, au Texas, une raffinerie de cuivre et un complexe de production de métaux précieux. En 2008, Asarco a produit 237 kt de cuivre et réalisé un chiffre d'affaires de 1,9 Md\$ et un bénéfice avant impôts de 393 M\$. Asarco disposerait encore de 5 Mt de cuivre métal en ressources.

(*L'Usine Nouvelle : 12/03/2009 ; Metal Bulletin : 16/03/2009 ; Mining Journal : 13-20/03/2009 ; Platt's Metals Week : 16/03/2009*)

ÉTAIN

L'Indonésie augmente de 47 % son quota de production 2009

Depuis que le gouvernement indonésien est intervenu pour régulariser sa filière étain, soit à partir du 2^{ème} semestre 2006, la production de concentrés a chuté de 137,6 kt en 2005 (année record) à 71,6 kt en 2008. Les raisons en sont l'élimination de la production illégale (fonderies et/ou exportations de concentrés), l'instauration de quotas à la production et à l'exportation et un strict contrôle des flux (fig. page suivante).

Les autorités ont porté le quota de production 2009 à 105 kt, soit une hausse de 47 % par rapport à la production minière effective 2008, qui est officiellement de 71 610 t. C'est finalement plus que les 90 kt anticipés par le marché bien que les autorités aient précisé qu'une révision pourrait intervenir au second trimestre en fonction des paramètres demande et cours.

Cette année, les exportations indonésiennes d'étain raffiné ont atteint 6 337 t en janvier et 8 534 t en février, soit un total de 14 872 t pour une valeur correspondante d'environ 160 M\$. En tonnage, c'est un rythme comparable à celui de 2008 où 88 162 t avaient été

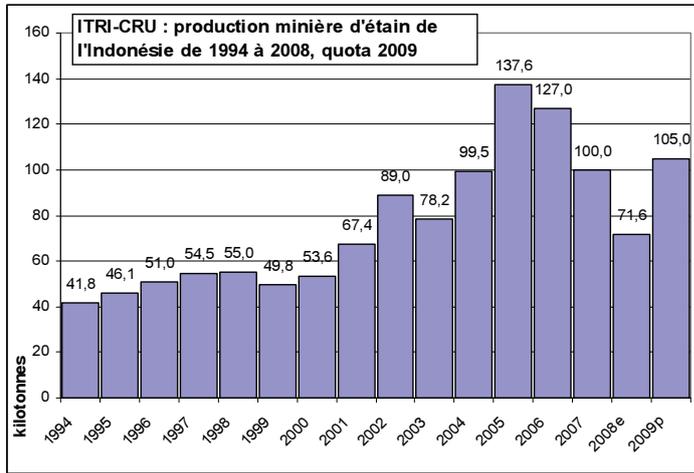
capacités	2008	2009p	évol.% 08/09	2010p	évol.% 09/10	2011p	évol.% 10/11	2012p	évol.% 11/12	évol.% 08/12
total capacité minière	18 780	19 830	5,6%	20 391	2,8%	21 337	4,6%	22 800	6,9%	21,4%
dont SX-EW (hydrométallurgie)	4 084	4 602	12,7%	4 924	7,0%	5 284	7,3%	5 718	8,2%	40,0%
dont concentrés	14 696	15 228	3,6%	15 467	1,6%	16 053	3,8%	17 082	6,4%	16,2%
fonderies (cuivre blister)	17 551	18 095	3,1%	18 502	2,2%	18 937	2,4%	19 112	0,9%	8,9%
raffineries	22 522	23 635	4,9%	24 190	2,3%	24 763	2,4%	25 452	2,8%	13,0%
dont raffinage électrolytique	17 639	18 230	3,4%	18 465	1,3%	18 680	1,2%	18 935	1,4%	7,3%
dont autres raffinages	4 883	5 405	10,7%	5 725	5,9%	6 083	6,3%	6 517	7,1%	33,5%

Dans l'année de référence 2008, l'ICSG a évalué la production minière de cuivre à 15 457 kt par rapport une capacité de 18 780 kt/an, soit un taux d'utilisation de 82 %, et la production de métal raffiné (primaire et recyclé) à 18 245 kt par rapport à une capacité de 22 522 kt/an, soit un taux d'utilisation de 81 %. En regard, la consommation a été évaluée à 18 007 kt.

En 2009, on remarque une prévision de croissance de la capacité minière de 6 %, particulièrement dans la production électrolytique, et des croissances de capacités dans les autres postes, de 3 % à 11 %, qui devraient se tasser dès 2010.

de la Cour juridique américaine s'occupant des sociétés en faillite.

En effet, Asarco a été mis en faillite en 2005 suite à une avalanche de demandes d'indemnités, d'un montant de 13,5 Md\$, pour sa mise en responsabilité par les autorités environnementales et sanitaires pour pollution à partir des sites miniers et des usines durant des décennies, et pour contamination à l'amiante d'une partie de salariés. Le groupe avait été aussitôt placé sous protection du « Chapter 11 » qui permet de chercher des solutions plus avantageuses que la faillite simple suivie de la vente



exportées contre 78 744 t en 2007. Ces données permettent de remarquer que la régulation des autorités indonésiennes a complètement dissocié l'évolution de la production de celle des exportations.

L'État indonésien semble vouloir renforcer son contrôle puisque, en plus de poursuivre une stricte vérification de la conformité des licences d'exploitation terrestres et marines, il a essayé d'imposer aux exportateurs l'usage de lettres de crédit à la place des versements habituels entre banques. Face à la contestation venue de l'Indonesian Mining Association, le projet a été reporté.

La réévaluation du quota de production 2009 est sans doute en rapport avec le resserrement de l'offre internationale dû à la descente du cours vers les 10 000 \$/t. En effet, si la Bolivie est sur la voie du redressement avec un bilan 2008 montrant une hausse de 8,4 % de sa production de concentrés, à 17 320 t, la production chinoise serait en sérieux repli au début 2009 avec 9 645 t d'étain raffiné pour janvier-février, c'est-à-dire 43 % de moins que pour janvier-février 2008, tandis que les projets australiens disparaissent, à l'exemple de Van Dieman Mines Pty Ltd mis en faillite.

(Platt's Metals Week : 23/02/2009, 02-16/03/2009 ; Site web itri.co.uk)

FER ET ACIER

Le prix 2009 du minerai de fer sera-t-il réduit de 25 à 40 %, ou de 50 % qui le ramènerait au prix d'avant 2008 ?

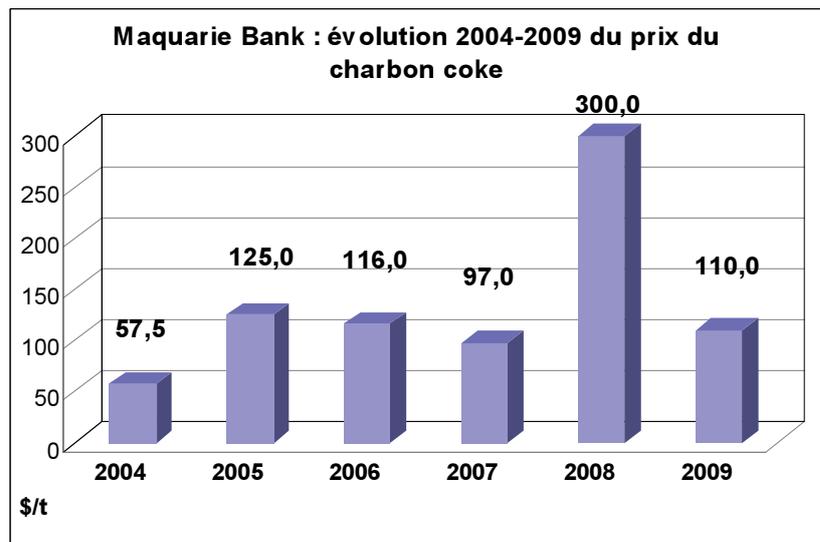
La fixation des nouveaux prix des minerais de fer - Les négociations sur

les nouveaux prix des minerais de fer des contrats 2009 sont en cours et, on remarque, la situation n'a jamais paru aussi confuse alors que l'entrée en vigueur se fait au 1^{er} avril de chaque année. Ces négociations sur les prix qui seront inscrits dans les nouveaux contrats suivent une démarche empirique. Les premières propositions, qui vont constituer le « précédent » ou la « référence », sont données par les principaux groupes miniers (Vale en 2008, Rio Tinto et BHP-Billiton avant 2008) et, en principe, les clients sidérurgistes japonais plus ou moins constitués en « pool ».

Les experts continuent de tabler sur une baisse des prix 2009 du minerai de fer de l'ordre de 30-40 %. D'autres acteurs du marché ont avancé 25 %, 40 %. Au début mars, le repère du prix spot, lequel était remonté à 85 \$/t après être descendu à 65 \$/t à la mi-octobre 2008, correspondait à une baisse

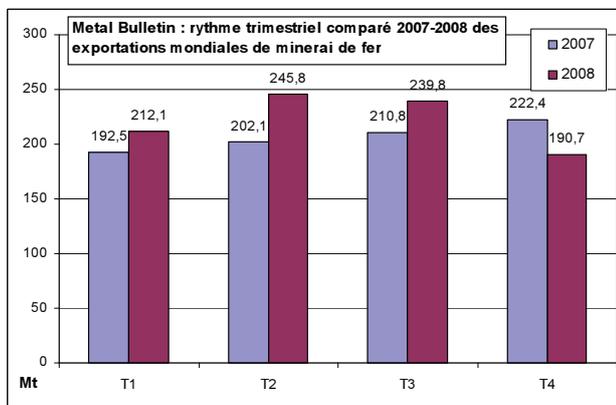
annuelle de l'ordre de 20-25 %. De leur côté, les sidérurgistes chinois (plus de la moitié de la demande mondiale de fer) s'appuient sur le contexte pour demander une baisse de 50 % qui reviendrait à revenir au prix d'avant 2008.

La baisse du prix du charbon servira-t-elle d'exemple ? - La fixation du prix du charbon thermique et du charbon « coke » présentant des points communs avec celle du minerai de fer, les baisses d'environ 50 %-60 % observées peuvent-elles servir d'indication ? Il faut préciser que la hausse 2008 avait été de plus de 200 % (fig. suivante). BHP-Billiton a accepté de réduire de 57 % le prix du charbon thermique vendu à Nippon Steel, sidérurgiste n°3 mondial et n°1 au Japon ; les prix convenus sont de 129 \$/t pour la meilleure qualité, contre 300 % précédemment, et de 115 à 128 \$/t pour les qualités inférieures. Deux remarques sont à apporter. D'une part, les négociations 2008 qui avaient poussé les prix jusqu'à 300 \$/t s'étaient déroulées au moment de la grande tension sur les approvisionnements de matières premières et dans le contexte d'inondations affectant la production australienne. D'autre part, le mineur a su faire accepter à son client, cette année, un prix supérieur à ses coûts de production (90-100 \$/t). Autre exemple, celui de la négociation entre le sidérurgiste sud-coréen Posco et ses fournisseurs australiens qui se serait soldée par une baisse de 63 % du charbon pulvérisé injectable (PCI) dans les hauts-fourneaux (prix ramené à



90 \$/t). Dernier exemple, celui d'une réduction de prix de 50 % sur du coke accordée par BHP-Billiton au sidérurgiste indien SAIL dans le cadre d'une révision de contrat de long terme.

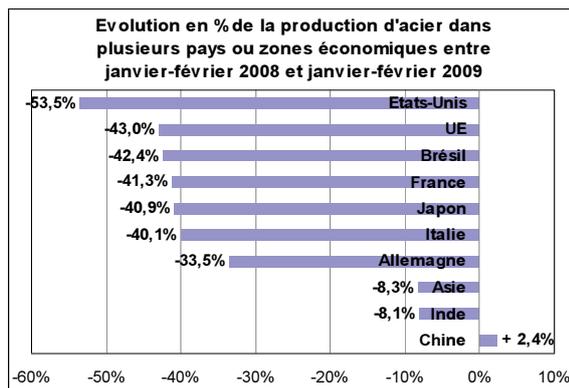
Pour quelle demande de minerai de fer en 2009 ? - En 2008, la production d'acier brut s'est tassée de 1,2 %, à environ 1 330 Mt, alors que les exportations de minerai de fer ont augmenté de 7 %, à 888,5 Mt. En rythme trimestriel, les volumes exportés en 2008 ont atteint leur maximum au 2^{ème} trimestre avant d'être fortement réduits au 4^{ème} trimestre (fig. suivante). La question est donc d'évaluer ce que pourra être le volume 2009 en fonction de deux inconnues, la date de la reprise chinoise et la date de la reprise des principaux pays industrialisés, États-Unis en tête.



Où en sont les prévisions sur la sortie de crise et celles du marché sidérurgique ? Entrées en récession, les principales économies occidentales ne devraient pas se redresser avant 2010 et la demande d'acier ne devrait pas retrouver son niveau de 2008 avant 2011.

Les données de WorldSteel pour la production d'acier brut des deux premiers mois de 2009 montrent un tassement sensible par rapport aux deux premiers mois de 2008. Le recul de la production mondiale est de 23 %, à 170,3 Mt. A part la Chine, tous les pays ou zones économiques significatifs sont en net recul (fig. suivante). Celui-ci est de -53 % en Amérique du Nord, -43 % dans l'UE27 dont -41 % pour la France (1,883 Mt), et de -8 % en Asie. La production chinoise a, au contraire, augmenté de 2,4 % sur ces deux mois et a même

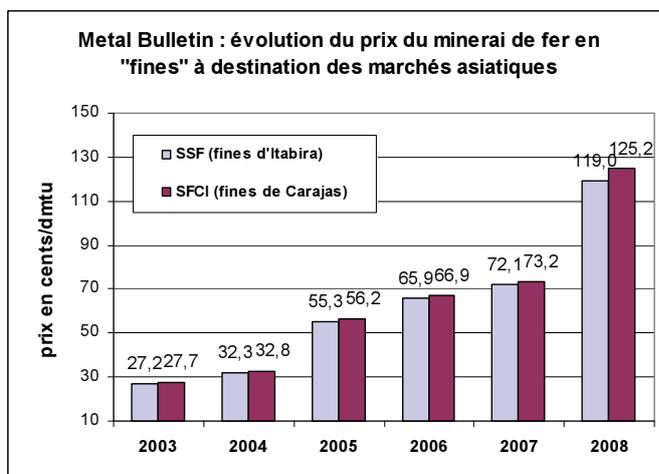
progressé de 2,5 % en février par rapport à janvier.



De son côté, l'ABARE² avance une demande de minerai de fer australien de 337 Mt pour l'année fiscale 2009 - 2010

les négociations, possiblement jusqu'à l'été 2009, au motif « ...qu'une reprise

de la demande pourrait intervenir entretemps ». Enfin, les clients chinois, qui n'ont pas apprécié les hausses autoritaires des mineurs de 2005 et 2008 (fig. suivante) ont des arguments avec la baisse significative de la production mondiale d'acier bien que la production chinoise soit stable. Ils exigent, néanmoins, que les négociations s'engagent sur une baisse de 40 à 60 %, c'est à dire le retour aux prix 2007 pour certaines qualités.



NB : dmtu pour « dry metric ton unit », ou tonne (du système métrique) sèche

(finissant au 30 juin 2010), supérieure de 13 % aux 298 Mt estimées de l'année fiscale 2008-2009.

Dans ce contexte, les négociations progressent peu ou pas du tout et certains peuvent même avancer que la situation pourrait déboucher sur une non conclusion du prix des contrats cette année, au profit des ventes spot. En effet, Vale³ a renoncé cette année à « ouvrir le bal des négociations » alors que son principal client, ArcelorMittal, ne lui a pas acheté de minerai depuis octobre 2008. Du côté des deux majors anglo-australiennes, elles ont fait connaître leur souhait de reporter

Davantage de concurrence ? - Un autre élément fondamental du marché sera l'évolution de la concurrence avec trois grands du secteur aux projets d'expansion plus ou moins retardés et d'autres mineurs de fer voulant augmenter leur part de marché. L'arrivée de Fortescue Metals Group en Australie (mise en production d'un second gisement à Christmas Creek), la montée en puissance d'Anglo American en Amérique du Sud et l'objectif récemment affiché du mineur sud-africain Kumba Resources d'augmenter sa production (34 Mt en 2008) de 10 % en 2009 pourraient relancer la concurrence (tabl. page suivante).

² Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics.
³ Premier à fixer des prix l'an dernier, en hausse de 71 % alors que ses grands concurrents Rio Tinto et BHP-Billiton ont obtenu ensuite près de 100 %, puis retourné très inopportunistement auprès de ses clients pour exiger une hausse supplémentaire de 10 %

Metal Bulletin Monthly : les dix plus importants projets de minerai de fer établis en mai 2008 (classés suivant l'année de démarrage)					
Groupe / compagnie	Projet	Pays	Investissement en M\$	Objectif de production en Mt/an	Démarrage prévu
Fortescue Metals Group	FMG - Pilbara	Australie	6 000	100,0	2008
Anglo American	Amapa	Brésil	2 897	20,0	2009
Anglo American	Minas Rio	Brésil	13 750	79,5	2010
CITIC	Sino Iron	Australie	5 200	27,0	2010
Vale	Carajas Serra Sul	Brésil	10 094	90,0	2012
New Millenium	Kemag	Canada	4 046	21,6	2012
Rio Tinto	Rio 320	Australie	10 000	100,0	2013
Baffinland	Mary River	Canada	4 100	18,0	2013
Usiminas	J. Mendes	Brésil	3 000	29,2	2013
BHP-Billiton	BHP 300	Australie	14 700	140,0	2015

(Financial Times : 04-24/03/2009; Les Echos : 23-25/03/2009 ; L'Usine Nouvelle : 26/02/2009, 19/03/2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009 ; 02-09-16-23/03/2009 ; Metal Bulletin Monthly : May 2008 ; Mining Journal : 27/02/2009, 06-13/03/2009 ; Platt's Metals Week : 23/02/2009 ; Recyclage Récupération : 02-09/03/2009 ; Site web worldsteel.org

PLOMB - ZINC

L'OPA de Minmetals sur OZ Minerals rencontre l'opposition des partisans australiens de la maîtrise nationale des ressources minières

Dans un marché du Pb-Zn dont la surcapacité de 2008 risque de s'aggraver cette année si des réductions plus sévères de l'offre ne sont pas effectuées, des décisions politiques peuvent-elles venir secourir des compagnies occidentales au bord de la faillite et devenues la cible d'investissements étrangers, notamment de capitaux d'Etat chinois ?

À la mi-février 2009, l'agence chinoise Minmetals, spécialisée dans l'importation et l'exportation de matières premières minérales-métaux, a lancé une OPA sur le groupe australien OZ Minerals, proposant 1,7 Md\$ en numéraire et l'effacement de la dette de 0,7 Md\$, soit 2,4 Md\$ qui représentent une plus value de 50 % pour les actionnaires de la cible. Fin février, la direction a recommandé l'opération à ses actionnaires. L'OPA doit cependant être approuvée par les autorités compétentes d'Australie, de Chine et du Laos (mine à Cu-Au de Sepon) ainsi que par les actionnaires d'OZ Minerals.

À la mi-mars, dans le contexte de la multiplication des acquisitions chinoises « off shore » dont l'entrée de Chinalco à hauteur de 19 % du capital de Rio Tinto est l'opération la plus importante, la commission australienne FIRB (Foreign Investment Review Board) chargée de donner son avis sur l'opération a décidé de la bloquer. La raison principale vient de l'opposition politique soulevée par la vague des investissements étrangers, notamment chinois, sur les ressources minérales nationales. Accessoirement a été évoqué la localisation d'une mine à cuivre-or d'OZ Minerals jouxtant un périmètre militarisé classé stratégique. Fin mars, Minmetals émettait une nouvelle proposition d'un montant de 1,5 Md\$, excluant cette mine de la transaction.

Le groupe OZ Minerals a été créé en 2008 par fusion des actifs miniers Pb-Zn de Zinifex et d'Oxiana Resources. Sa direction estimait alors sa valorisation à 12 MdA\$ (7 Md\$?) et se donnait pour objectif de l'amener dans la catégorie des 10-25 Md\$ de capitalisation, catégorie moribonde suite à l'absorption des Inco, Falconbridge, Phelps Dodge, WMC ou Noranda. Aujourd'hui, avec la crise économique et la chute des marchés, la pression des dettes et malgré la cession des 7,8 % détenus dans le groupe Nyrstar (fonderie de Pb-Zn) pour 22 M\$ et le licenciement de 1 212 salariés (17 % de l'effectif),

la direction a jugé recevable la 1^{ère} proposition à 2,4 Md\$ de Minmetals.

La production minière 2008 d'OZ Minerals s'est établie à 98,4 kt de plomb, 749,0 kt de zinc, 84,6 kt de cuivre, 2,1 kt de nickel, 5,4 t d'or et 323 t d'argent et sa production de métal raffiné à 548,4 kt de zinc et 64,1 kt de cuivre. Soit une exposition à près de 60 % du chiffre d'affaires au marché du zinc. Par ailleurs, le groupe vient de produire ses premiers concentrés sur le projet à cuivre-or de Prominent Hill, situé en Australie méridionale, où 716 M\$ ont été investis. Exploitable à ciel ouvert, ce projet a un objectif de production 2009 (métaux contenus dans concentrés) de 85-100 kt de cuivre et 60-70 koz d'or, par rapport à une pleine capacité prévue à 117 kt/an de cuivre et 86 koz/an d'or. Le coût opératoire du cuivre y serait de 0,65-0,75 \$/lb. Une extension récente des ressources permet d'envisager une exploitation combinée souterraine et à ciel ouvert et un allongement de sa durée.

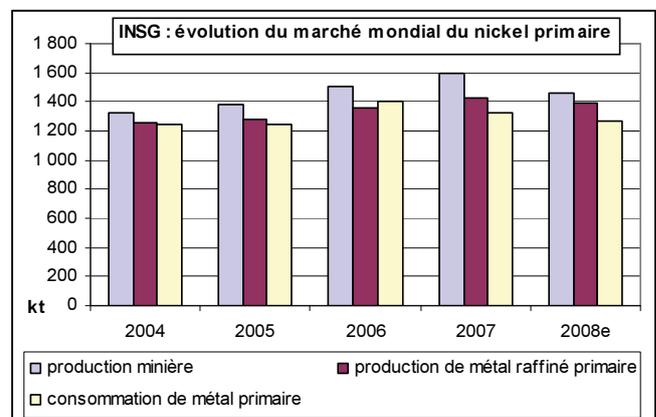
(Engineering & Mining Journal : March 2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009 ; Mining Journal : 27/02/2009 ; Platt's Metals Week : 23/02/2009, 02/03/2009)

MÉTAUX D'ALLIAGE

COBALT – NICKEL

D'après l'INSG, le marché du nickel 2008 a été excédentaire pour la 2^{ème} année consécutive

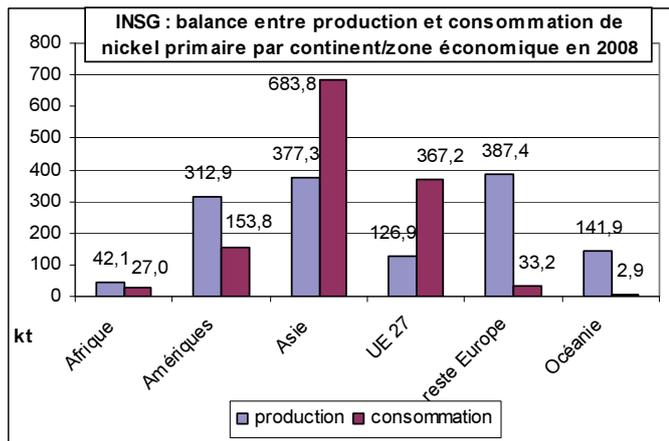
L'International Nickel Study Group a publié en mars 2009 son premier bilan du marché mondial 2008 du nickel primaire. Par rapport à 2007 (fig. suivante), tous les postes sont en



baisse : la production minière a baissé de 8,1 %, à 1 465,7 kt, la production de métal raffiné primaire de 2,8 %, à 1 388,5 kt et la consommation de métal raffiné primaire de 4,1 %, à 1 267,9 kt.

L'évolution sur cinq ans montre que l'offre a été excédentaire (121 kt) pour la deuxième année consécutive, après trois années (2004 à 2006) quasi équilibrées.

La répartition de l'offre et de la demande, à l'échelle régionale, révèle les déséquilibres habituels (fig. suivante).



Les fortes balances négatives de l'Asie et de l'UE 27 sont compensées par les balances positives des Amériques, du reste de l'Europe (principalement la Russie) et de l'Océanie.

(International Nickel Study Group : World Nickel Statistics of March 2009)

MAGNÉSIUM

L'emprise chinoise sur le marché du magnésium s'étend

D'après la China Magnesium Association, la production chinoise de magnésium 2008 s'est établie à 558,0 kt, soit 15 % de moins que les 659,3 kt de 2007. Compte tenu de la baisse de la demande et des prix (2 750-2 800 \$/t fob), 40 % de la capacité de la filière est en arrêt et le reste produit en sous-capacité. La production mensuelle de magnésium primaire serait descendue à 25 kt/mois.

La concurrence économique s'est encore accentuée pour les producteurs-

transformateurs occidentaux de magnésium, parmi lesquels l'américain Timminco (spécialiste de l'extrusion) vient de s'associer avec le groupe chinois Winca Tech.

D'après l'actionnaire majoritaire de Timminco, Advanced Metallurgical Group (AMG), la fusion se fera entre la branche magnésium de Winca Tech, producteur intégré, et la branche magnésium de Timminco. Celle-ci inclut l'usine mexicaine de Nuevo Laredo alors qu'a aussitôt été annoncée la fermeture, d'ici la fin 2009, de l'usine d'extrusion

d' A u r o r a (Colorado). La nouvelle entité, nommée Applied Magnesium International (AMI), aura son quartier général à D e n v e r (Colorado).

La direction d'AMG a précisé que Timminco devrait garder une part minoritaire dans AMI et que

l'opération permet à la société américaine de s'associer à un producteur à faibles coûts opératoires.

Jusqu'en 2008, année de la fermeture de sa fonderie de Haley (Ontario, 6 000 t/an), Timminco a fait partie des deux derniers producteurs nord-américains de magnésium primaire, l'autre étant US Magnesium.

(Platt's Metals Week : 23/02/2009, 02-16/03/2009)

TUNGSTÈNE

Les projets tungstène non chinois sont toujours d'une grande fragilité

En contrôlant à plus de 80 % l'offre mondiale de tungstène, la Chine exerce un quasi monopole sur ce marché important pour certains aciers spéciaux, notamment les aciers « rapides ». Son statut de pays fortement consommateur du métal ne l'empêche pas de souvent profiter des hausses de prix pour relancer

l'exportation. Depuis des décennies, cette situation a amené nombre d'industriels occidentaux à entrer dans des accords privilégiés avec les rares producteurs non chinois, sous forme de contrats de longs termes, de financements ou de participations au capital.

En février dernier, le groupe suédois Sandvik AB a acheté la totalité de la compagnie autrichienne Wolfram Bergbau und Hütten GmbH qui comprend la mine de Mittersill et l'unité de traitement associée. Les ventes de Bergbau und Hütten ont atteint 210 M\$ en 2008, essentiellement sous forme de carbure de tungstène dont Sandvik est le principal client.

La compagnie North American Tungsten Corp, qui s'était adossée à des clients industriels (Osram, Sandvik) jusqu'à ce que des problèmes financiers l'obligent à arrêter brutalement la production de la mine de Cantung (Canada / Territoires du Nord-ouest) en 2004 puis à perdre ses clients, poursuit, pas à pas, le développement du projet de Mactung. Situé dans le Yukon, ce projet est présenté comme « le plus important gisement mondial de tungstène à haute teneur encore non développé ».

Une évaluation récente situe l'enjeu à 33 Mt à 0,88 % WO₃ en ressources indiquées (290 kt), dont 8,2 Mt à 1,09 % WO₃ (89 kt), et à 11,8 Mt à 0,78 % WO₃ en ressources inférées (92 kt). Un premier profil d'exploitation souterraine situe la capacité à 7 500 t/an de WO₃ et la durée d'exploitation à 11 ans ; le coût opératoire des premières années a été estimé à 104 C\$/MTU⁴, soit environ 83 US\$ pour chaque 1 % de WO₃ contenu. L'investissement nécessiterait 321 M\$ pour une mise en production possible en décembre 2012.

Un autre projet tungstène canadien, également situé dans le Yukon, est en cours de développement par la junior Largo Resources. Il s'agit du projet à Mo-W de Northern Dancer qui est un gisement à fort tonnage et faible teneur dont la dernière modélisation a permis de

⁴ « Metric Ton Unit » ; dans le cas présent, un prix défini pour 1 % de WO₃ contenu dans une tonne de concentrés, soit 10 kg de WO₃, équivalent à 7,93 kg de tungstène pur.

cerner un corps minéralisé (teneur de coupure de 0,06 % WO₃) de 425 Mt à 0,096 % WO₃ (407 kt). Les ressources mesurées + indiquées sont de 223,4 Mt à 0,102 % WO₃ (228 kt) et les ressources inférées de 201,2 Mt à 0,089 % WO₃ (179 kt). L'opérateur, qui cherche à définir une première cible avec une plus haute teneur, aurait trouvé un amas de 60,3 Mt à 0,135 % WO₃ (81 kt).

(*Mining Journal* : 27/02/2009, 20/03/2009)

MÉTAUX SPÉCIAUX

MERCURE

Alors que la demande d'or fait remonter la demande de mercure, un traité mondial sur la limitation d'usage de ce dernier s'est enfin dessiné à Nairobi

L'affaiblissement de la demande de mercure a fait glisser son prix vers 550-650 \$/flasque, jusqu'à ce que la demande d'or relance sa consommation et fasse remonter son prix. En effet, le mercure sert dans beaucoup de pays à la récupération et au raffinage de l'or dans des conditions plus ou moins artisanales, malgré sa forte nocivité dans l'environnement et les législations l'interdisant ou encadrant sont utilisées. Il y aurait, aussi, une hausse des importations vers l'Union européenne en raison de son utilisation dans la fabrication des nouvelles lampes « à basse consommation ».

C'est dans cette situation que la réunion tenue à Nairobi (Kenya) dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a pourtant marqué un tournant historique avec le vote à l'unanimité pour l'ouverture prochaine de négociations en vue de préparer un traité limitant la pollution au mercure d'ici 2013. Parmi les huit points envisagés, figurent la réduction de son usage, le renforcement des capacités de stockage contrôlé ainsi qu'une intensification des programmes de sensibilisation au problème du mercure.

(*Mining Journal* : 06/03/2009 ; *Recyclage Récupération* : 09/03/2009)

TITANE

L'homme d'affaires français Jean-Raymond Boule a acheté les 49 % du capital de Titanium Resources Group détenus par un fonds d'investissement

L'homme d'affaires français Jean-Raymond Boule, habitué des investissements dans le secteur minéral en Afrique de l'Ouest, a racheté une part de 49 % de la société Titanium Resources Group (TRG) jusqu'alors détenue à 100 % par le fonds d'investissement Ospraie Management LLC. Le montant n'a pas été dévoilé. TRG est l'actionnaire à 100 % de la compagnie minière Sierra Rutile Ltd (SRL) qui opère en Sierra Leone.

TRG, dont J.R. Boule est un des cofondateurs, est une compagnie créée en 2001 après le rachat de 100 % de SRL (en inactivité depuis 1995 à cause de la guerre civile). Après l'inscription de TRG sur l'AIM⁵ londonien en 2005, ses premiers actionnaires en ont perdu le contrôle à la suite des rachats d'actions effectués par le fonds Ospraie. Ce dernier en est devenu l'actionnaire majoritaire puis l'actionnaire à 100 %. À la mi-2008, le chavirage de la drague D2 (40 000 t/an) a créé un trou financier jamais comblé puisque la drague n'a encore pas été remise en état.

La direction d'Ospraie se félicite de l'arrivée de ce nouvel investisseur qui devrait régler rapidement le problème de la remise en activité de la drague afin de relancer la production de minéraux de titane.

(*Industrial Minerals* : March 2009)

URANIUM

Areva voit arriver un nouveau concurrent dans le domaine des réacteurs nucléaires...

La signature d'un protocole d'accord entre le groupe industriel allemand Siemens et la société d'Etat russe Rosatom, devrait créer un nouveau « poids lourd » dans le domaine de la construction et du

développement des réacteurs nucléaires. Rosatom souhaiterait acquérir 50 % de la joint venture plus une action. L'objectif affiché du futur concurrent d'Areva est d'être parmi les leaders mondiaux avec un tiers du marché alors que Rosatom en détient aujourd'hui 20-25 %.

L'enjeu économique est un marché de 400 nouvelles centrales nucléaires à construire d'ici 2030, estimé à 1 000 Md€.

Une alliance de Siemens avec Rosatom rendrait la participation de Siemens dans Areva illicite au regard de la clause de non concurrence adossée à leur accord de janvier 2001.

(*La Tribune* : 05/03/2009 ; *Le Figaro* : 04/03/2009 ; *Les Echos* : 04-05/03/2009)

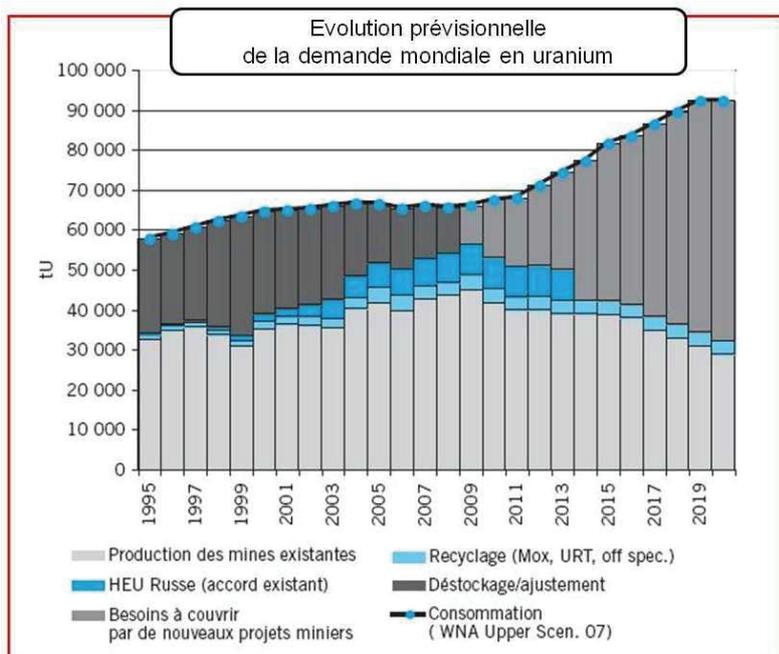
... Et accroît son champ d'action en amont de la filière dans la prospection et l'exploitation du minerai d'uranium

Dans la partie amont de la filière, Areva doit accroître ses ressources et ses réserves de minerai d'uranium afin de pouvoir répondre à l'augmentation attendue de la demande comme évoqué dans l'article précédent. En 2007, la World Nuclear Association avait évalué la progression de la demande d'uranium (tonnes d'U) et estimé qu'elle serait de l'ordre de 93 000 t en 2020 contre 65 000 t aujourd'hui (fig. haut de page suivante).

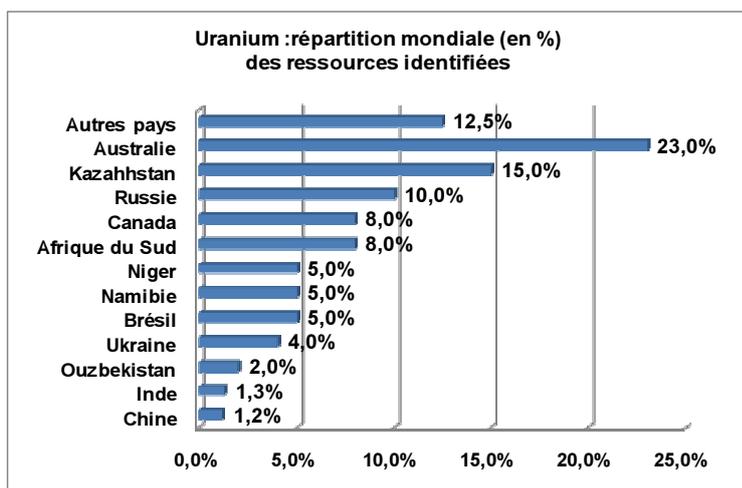
Avec des équipes renforcées, Areva va intensifier ses efforts d'exploration dans plusieurs zones du globe, et plus particulièrement en Afrique où son expérience est importante (fig. milieu de page suivante). Après le Niger, où le gisement d'Imouraren entrera en exploitation en 2012 pour devenir la deuxième mine mondiale par la taille, et la République Centrafricaine avec le gisement de Bakouma, Areva débutera des recherches en République Démocratique du Congo où l'ancienne mine de Shinkolobwe⁶ a eu un rôle historique.

⁵ Alternative Investment Market.

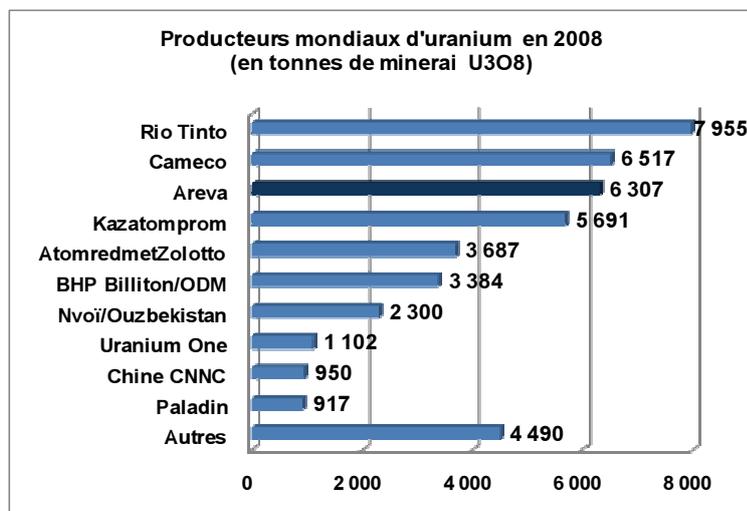
⁶ C'est la mine qui a fourni l'uranium utilisé par les Etats-Unis pour fabriquer les premières armes nucléaires.



Source : Areva (d'après WNA 2007)



Source : OCDE/AIEA in Le Monde



Source : Areva

Avec les travaux et expansions menés dans ses autres centres de production, dont ceux du Canada, Areva devrait au moins conforter sa 3^{ème} place mondiale dans la hiérarchie des producteurs de minerai d'uranium (fig. bas de page).

(Le Figaro : 16/03/2009 ; Le Monde : 28/03/2009 ; site web areva.com)

DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

Confronté à une mévente des diamants bruts, De Beers doit arbitrer parmi ses opérations minières pour réduire la production

Affectés par la détérioration du marché, notamment dans le segment des pierres de haute qualité, les résultats annuels 2008 du groupe De Beers se sont soldés par une contraction de 6 % du nombre de carats de diamants bruts produits (y compris les parts de ses partenaires), une certaine résistance financière dans son chiffre d'affaires et dans son Ebitda, mais une chute de 17 % des moyens opérationnels (tabl. page suivante). Le profit sous-jacent est en hausse de 7 % malgré un chiffre d'affaires en repli de 0,8 % alors que l'Ebitda est presque stable à + 0,5 %.

La production 2008 a été plus particulièrement marquée par une chute de 20 % de la production sud-africaine, notamment due à la fermeture de la mine The Oaks et à la vente de la mine Cullinan, et par la nouvelle production canadienne⁷. Accessoirement, De Beers a cédé en septembre 2008 sa part de 75 % dans la mine de Williamson (Tanzanie) à Petra Diamonds.

La détérioration continue du marché au début 2009 a amené les responsables de De Beers, en concertation avec les autres actionnaires, à prendre des mesures inhabituelles côté

⁷ Les 81 000 carats de 2007 font partie de la pré-exploitation puisque la production a officiellement démarré en juillet 2008.

Résultats De Beers	2007	2008	évol.% 2007 08
Comparaison des résultats 2007-2008			
Ventes totales	6 836	6 888	0,8%
dont ventes de pierres brutes	5 920	5 930	0,2%
Marge brute	1 375	1 363	-0,9%
Profit sous-jacent	483	515	6,6%
EBITDA	1 216	1 222	0,5%
Cash disponible pour les opérations	844	700	-17,1%
Répartition de la production (en kct)			
production totale (base 100%)	51113	48132	-5,8%
dont DBCM	14 998	11 960	-20,3%
dont Debswana	33 638	32 276	-4,0%
dont De Beers Canada	81	1 640	ns
dont Namdeb	2 176	2 122	-2,5%
dont Williamson Diamonds	220	134	-39,1%
ns : non significatif			

trésorerie et côté production. Il a dû faire appel à ses actionnaires pour renflouer la trésorerie de 350 M£ (414 M€). Au Botswana, la joint venture Debswana (67 % de la production globale) cessera toute production dans la période du 25 février au 14 avril et ses activités à la mine de Damtshaa et à l'unité de traitement d'Orapa n°2 (580 employés concernés) resteront suspendues jusqu'à la fin 2009. En Namibie, la joint venture Namdeb a commencé à ralentir sa production marine dès le début de l'année, soit un objectif 2009 ramené de 1,05 Mct à 0,85 Mct, tandis qu'elle arrêtera durant trois mois la production terrestre pour la ramener de 1,07 Mct à 0,8 Mct. Soit un objectif total 2009 de 1,65 Mct contre 2,12 Mct en 2008 et une contraction attendue du bénéfice puisque Namdeb a choisi de continuer à payer ses salariés pendant les arrêts de production. Au Canada, environ 130 emplois directs et 90 emplois en sous-traitance seront supprimés à Snap Lake (Canada).

La mauvaise santé financière de la filière est également soulignée en République Démocratique du Congo où la MIBA est auditée par l'Industrial Development Corp d'Afrique du Sud et en Angola où le gouvernement élabore un programme d'urgence pour soutenir ses exploitants.

(Africa Mining Intelligence : 04-18/03/2009 ; Mining Journal : 27/02/2009, 20/03/2009 ; Site web debeersgroup.com)

ARGENT

Silver Wheaton absorbe Silverstone

Deux compagnies canadiennes de la filière argent vont fusionner. Avec son offre d'absorption de la compagnie Silverstone, Silver Wheaton va réussir à accroître son chiffre d'affaires sans avoir à investir. Silver Wheaton a d'abord commencé par assainir sa situation financière en procédant en janvier dernier à une augmentation de capital de 223 M\$ dont une partie a été affectée aux dettes, permettant de renouveler son « credit revolving ».

Puis, la direction de Silver Wheaton a proposé à Silverstone une fusion par échange d'une action Silverstone contre 0,185 action Silver Wheaton, valorisant la cible à 160 M\$ et offrant aux actionnaires une plus value de 40 % (par rapport à la moyenne des 20 jours précédent l'offre). La direction de Silverstone et son principal actionnaire, Capstone Mining Corp, ont accepté l'offre.

Silverstone, comme Silver Wheaton, n'est pas une compagnie directement productrice ou même actionnaire d'un mineur, mais une holding ayant des accords d'achat d'argent ou d'argent et d'or avec des compagnies dont ce sont des sous-produits. Silverstone est ainsi en contrat avec Capstone (mines de Minto au Canada et de Cozamin au Mexique) et avec Lundin Mining (mine de Neves Corvo au Portugal).

De leur côté, les actionnaires de Silverstone intègrent une compagnie diversifiée dans ses provisions.

Dans ces conditions, Silver Wheaton s'est donné pour objectifs de volume de ventes 15-17 Moz en 2009 puis 30 Moz en 2013.

En début d'année, il était question que le mineur Goldcorp Inc cède sa part de 49 % dans le capital de Silver Wheaton afin de focaliser ses investissements dans des projets miniers, dont celui de Peñasquito (Au, Ag, Pb, Zn), situé au Mexique, qui devrait commencer à produire en 2010.

(Mining Journal : 13/03/2009 ; Platt's Metals Week : 16/03/2009 ; Sites web.goldcorp.com, silverwheaton.com)

OR

Des projets or ouest-africains arrivent à maturité et d'autres sont annoncés

La production d'or du Burkina Faso a été de 5,38 t en 2008, venant des mines de Mana (opérateur Semafo), Kalsaka (Cluff Mining) et Youga (Etruscan Resources). Elle devrait tripler ou quadrupler dans les deux prochaines années grâce à l'arrivée des projets Inata et Essakane. Développé par la Société des Mines de Belahouro (dont la société norvégienne Wega Mining est l'actionnaire principal), Inata entrera en production au 1^{er} semestre 2009 et atteindra progressivement sa capacité prévue de 4,2 t/an. Développé par Orezone Resources qui a été absorbé, récemment, par lamgold Corp, le projet d'Essakane devrait entrer en production en fin d'année 2009 puis monter progressivement en puissance jusqu'à atteindre la capacité de 10 t/an. lamgold est à la recherche d'un complément d'investissement pour boucler le financement du projet. D'autres projets burkinabés devraient suivre comme Kiaka (Randgold Resources), voire une reprise de Poura.

Au Sénégal, le premier lingot d'or du projet de Sabodala a été coulé en mars. D'après son opérateur, Mineral Deposits, la production 2009 devrait

atteindre 5 t, tonnage un peu supérieur à la moyenne de 4,7 t/an prévue sur les dix ans d'exploitation. L'investissement s'est élevé à 204 M\$. Mineral Deposits détient 90 % du capital et l'État sénégalais le reste. L'autre projet Sabodala, développé, lui, par OROMIN Exploration, est arrivé à un potentiel global des quatre amas cernés de 45,1 Mt à 1,56 g/t, soit 70 t d'or.

En Côte d'Ivoire, Perseus Mining a terminé l'étude préliminaire de son projet de Sissingué situé dans la région de Tingrela. Les ressources y sont de 15,5 Mt à 1,94 g/t, soit une trentaine de tonnes d'or. Sur la base d'un cours de l'or de 850 \$/oz, la junior envisage de produire 16 t d'or durant les quatre premières années à un coût opératoire de 396 \$/oz et 26 t d'or durant les huit années suivantes à un coût opératoire de 452 \$/oz. L'investissement correspondant est estimé à 898 M\$.

Au Ghana, Perseus Mining poursuit le développement du projet d'Ayanfuri qui vient de faire l'objet d'un nouveau bilan des ressources. Celles-ci distinguent un ensemble à

opposition de la société civile ghanéenne en raison de la situation du projet dans une réserve forestière.

(Africa Mining Intelligence : 04-18/03/2009 ; Mining Journal : 13/02/2009, 06-13-20/02/2009)

Anglo American est complètement sorti du capital d'AngloGold Ashanti

Contre toute attente, Anglo American est complètement sorti du capital d'AngloGold Ashanti, son ex-filiale or. Fin 2007, le groupe diversifié ne détenait plus que 17,3 % du groupe aurifère. Fin 2008, il en détenait 16,3 % correspondant à environ 57 millions d'actions.

Les ventes ont repris en février 2009, 10 400 000 actions puis 5 100 000 actions à des prix unitaires voisins de 27 \$. Elles ont continué en mars avec environ 2 000 000 d'actions, puis le solde de 39 900 000 actions a été cédé au fonds d'investissement new yorkais Paulson & Co à 32 \$ par action, soit un montant de 1 277 M\$.

En principe, le cash dégagé doit permettre à Anglo American d'assainir

PALLADIUM – PLATINE ET AUTRES PGM

Contraction attendue du marché 2009 des platinoïdes et conséquences redoutées pour l'emploi en Afrique du Sud

Que ce soit Ian Farmer, PDG de Lonmin, ou Stuart Murray, PDG d'Aquarius Platinum, tous les producteurs de platinoïdes s'attendent à un marché 2009 inférieur à celui de 2008 en raison de la grande morosité du secteur automobile, son principal donneur d'ordres. Même quand les volumes de production de platinoïdes sont maintenus, la chute des cours (le platine est à moins de 1 000 \$/oz) et la hausse des coûts de production érodent les marges.

C'est dans une filière concentrée, puisqu'une dizaine de mines assurent les deux-tiers de la production mondiale dans le cas du platine (tabl. suivant), que les compagnies ont réagi à la dépression du marché en fermant les mines peu ou pas rentables et en réduisant toutes les dépenses. D'où une vague massive de licenciements qui est annoncée.

RMD : principales mines productrices de platine en 2008 (production > 5 tonnes/an)

Mines	Pays	Opérateur	% capital	co-actionnaire	% capital	production (tonnes)	part% prod. mondiale
Impala Platinum	Afrique du Sud	Impala Platinum	100%			30,60	15,3%
Rustenburg Section	Afrique du Sud	Anglo Platinum	100%			21,78	10,9%
Lonmin Platinum	Afrique du Sud	Lonmin	100%			20,54	10,3%
Amandelbult Section	Afrique du Sud	Anglo Platinum	100%			14,34	7,2%
Oktyabrsky	Russie	Norilsk	100%			12,00	6,0%
Union Section	Afrique du Sud	Anglo Platinum	100%			9,91	5,0%
Kroondal	Afrique du Sud	Aquarius Platinum	43%	Savannah Consortium	57%	7,31	3,7%
Northam	Afrique du Sud	Anglo Platinum	51%	Lonmin	49%	5,60	2,8%
Potgieterrust (Platreef)	Afrique du Sud	Anglo Platinum	100%			5,52	2,8%
Bafokeng-Rasimone	Afrique du Sud	Anglo Platinum	50%	Royal Bafokeng Nation	50%	5,30	2,7%
subtotal						132,90	66,5%
total mondial						200,00	100,0%

très faible teneur d'un ensemble à plus haute teneur. Le premier est de 50,3 Mt à 0,64 g/t (32 t) et le second de 79,5 Mt à 1,46 g/t (116 t). Les travaux d'évaluation vont se poursuivre.

Egalement au Ghana, Newmont Mining semble avoir renoncé une nouvelle fois à la relance du démarrage du projet d'Akyem. Malgré les dérogations accordées par les autorités, le mineur rencontre toujours une vive

son endettement dont le montant est de l'ordre de 10 Md\$. Il est aussi possible que cette opération soit le préalable à l'acquisition d'actifs fer australiens puisqu'il a pris contact en ce sens avec Fortescue Metals Group.

(Mining Journal : 20/02/2009, 20/03/2009)

Le premier producteur, Anglo Platinum (environ 118 t de platinoïdes en 2008 et 13 mines en exploitation en Afrique du Sud), a annoncé vouloir supprimer 10 000 emplois dans l'année civile 2009. Le n°2, Impala Platinum (61 t en 2008), n'a pas parlé des licenciements mais va réduire sa production de 0,2 Moz (6,2 t) dans l'année fiscale 2008-2009 finissant au 30 juin 2009 ; sa production semestrielle au 31 décembre 2008 était déjà en baisse de 15 %, à 0,878 Moz. Le n°3,

Lonmin (40 t en 2008), a pris la décision de supprimer 5 500 postes dans les deux mines sud-africaines de Marikana qui va continuer à produire et de Limpopo qui va fermer ; dans cette dernière, le coût opératoire moyen s'est élevé à 6 363 rand/oz (environ 858 \$) durant l'année fiscale finissant au 30 juin 2008. Enfin, Aquarius Platinum (10 t en 2008) est en train de revenir à son niveau de production antérieur aux problèmes de stabilité des terrains survenus à la mine d'Everest, mais avec une hausse de 17 % du coût opératoire moyen pour le semestre finissant au 31 décembre 2008, soit 639 \$/oz.

D'après un de ses principaux responsables syndicaux, le secteur minier d'Afrique du Sud pourrait perdre, au total des licenciements attendus dans toutes les branches d'activité (or, platinoïdes, diamant, etc.), entre 20 000 et 50 000 emplois cette année.

(Les Echos : 25/02/2009 ; Mining Journal : 27/02/2009 ; Platt's Metals Week : 23/02/2008, 02/03/2009 ; Raw Materials Data ; Recyclage Récupération : 23/02/2009, 16/03/2009)

MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Alumine non métallurgique : Rio Tinto Alcan a fortement réduit sa capacité et attend la relance

En dehors du contexte de cession de ses minéraux industriels, Rio Tinto Alcan (RTA) est contraint d'adapter sa production d'alumine non métallurgique (alumine de spécialité) à la baisse de la demande. Le mois dernier, RTA a réduit sa production de 105 kt/an, soit 14 % de sa capacité de 750 kt/an répartie entre la France, le Canada et les États-Unis.

Lors du séminaire sur la filière bauxite-alumine tenu à la Jamaïque, le directeur de la division des alumines de spécialité de RTA, Frédéric Ramé, a souligné la baisse de la demande dans le secteur sidérurgique (réfractaires, abrasifs) et dans le secteur automobile.

En compensation, il y aurait des « poches de résistance » comme le traitement de l'eau et les céramiques de performance.

Pour F. Ramé, le repli économique actuel ne doit pas faire oublier le potentiel de croissance sur le long terme de ce secteur, croissance qu'il estime à + 3 % l'an. Par ailleurs, la relance de la demande n'exigerait qu'un temps de réaction négligeable pour relancer les capacités en sommeil. (*Industrial Minerals : March 2009*)

Ciment international : endetté à hauteur de 19 Md\$, le groupe Cemex doit se refinancer dans un très mauvais contexte économique et financier

Le groupe cimentier Cemex, fortement impacté par la crise de la construction qui lui a fait terminer le 4^{ème} trimestre 2008 avec une perte nette de 707 M\$, va devoir bientôt trouver une solution au refinancement de sa dette. L'exercice sera rendu particulièrement difficile car les agences de notation ont déjà tenu compte des mauvais résultats de la fin 2008 et parce que sa direction a reconnu que les résultats opérationnels 2009 continueront d'être affectés.

La dette de Cemex, comptabilisée au Mexique, s'élève à 18 784 M\$. Elle est composée de 6 934 M\$ en obligations à court terme et de 11 850 M\$ d'obligations à long terme. Une dette de 3 020 M\$ en « obligations perpétuelles » n'est pas comptabilisée au Mexique mais est comptabilisée aux États-Unis.

Fin janvier, la direction du groupe avait annoncé avoir obtenu un refinancement de 4 000 M\$. Récemment, elle a prévenu que les programmes d'investissement dans les infrastructures lancés par différents pays pour soutenir l'économie, notamment aux États-Unis, risquent d'arriver trop tard dans l'exercice 2009.

(*Mines & Carrières : mars 2009*)

Matériaux : Saint-Gobain réduit ses effectifs et augmente son capital

Fortement affecté par la crise économique mondiale et sa réper-

cussion sur le BTP, le groupe Saint-Gobain va réduire ses coûts et procéder à une augmentation de capital.

L'amélioration de sa productivité était déjà très avancée puisque le groupe avait supprimé 3 000 emplois en 2007 puis 8 000 en 2008, ramenant ses effectifs à un peu plus de 200 000 salariés. Les réductions de personnel de 2009 n'auraient cependant pas encore été chiffrées.

Les licenciements 2009 et les autres mesures économiques s'ajoutent à ceux du programme 2008, portant l'objectif total d'économie à 1 Md€/an.

L'augmentation de capital annoncée le 23 mars concerne un maximum de 8 500 000 actions Saint-Gobain, au nominal de 4 euros, réservée aux adhérents du Plan d'Épargne du groupe.

(*Mines & Carrières : mars 2009 ; Site web saint-gobain.com*)

Potasse : la réunion des producteurs de fertilisants d'Amérique latine a été l'occasion de souligner le potentiel de croissance et de reposer la question du prix

Tenue à Panama City, la réunion des producteurs de fertilisants d'Amérique latine a, une nouvelle fois, fait la démonstration du potentiel de croissance de la filière grâce aux projections de développement démographique. La population mondiale, actuellement de 6,9 milliards d'individus, devrait passer à 8,3 milliards en 2025. L'intérêt de ce secteur a été bien compris par les grands groupes miniers, BHP-Billiton, Rio Tinto ou Vale, qui ont investi dans la potasse au cours des dernières années, voire à partir de 2008. Le PDG de BHP-Billiton, Marius Klopper, a résumé la situation en disant que les minéraux nécessaires au secteur agro-alimentaire sont les nouveaux métaux.

Sujet d'intérêt particulier, la branche potasse a eu une demande record en 2008 tout en étant impactée par la crise économique dans le courant du 2^{ème} semestre. Les prix, qui ont continué à baisser au début 2009, sont un autre sujet d'interrogation. Sont-ils sous-évalués ou surévalués ?

La vente par Rio Tinto d'actifs potasse à son rival Vale ne peut être comprise que dans le cadre de son désendettement et du plan anti-OPA qui continue de s'imposer dans le contexte économique actuel. Au Canada où le potentiel potasse est considérable et les projets multiples, le groupe Athabasca Potash va faire procéder à l'étude de préfaisabilité du projet de Burr, situé dans le Saskatchewan, près de la mine en activité de Lanigan.

*(Engineering & Mining Journal :
March 2009 ; Industrial Minerals :
March 2009)*

EAUX MINÉRALES

Pas d'article ce mois-ci.

RECYCLAGE

Recyclage des métaux non ferreux : l'année 2008 se solde par une perte de 50 M€ pour Recyclex, l'ex-Metaleurop

Le groupe industriel français Recyclex (ex-Metaleurop), spécialisé dans le recyclage du zinc et du plomb, a publié des résultats annuels 2008 qui se sont soldés par une perte de 50 M€, après quatre années de profit de 2004 à 2007.

Le chiffre d'affaires de 2008 s'est élevé à 367 M€, en baisse de près d'un tiers par rapport à 2007 et le résultat final net est une perte de 50 M€ contre un profit de 68 M€ en 2007. La chute des cours du zinc (1 042 \$/t en décembre contre 2 825 \$/t en mars) et du plomb (900 \$/t en décembre contre 3 500 \$/t

en mars) sont responsables de cette dégradation, notamment le plomb (recyclage des batteries) qui contribue aux deux-tiers du chiffre d'affaires, contre un quart pour le zinc.

Face à une dégradation prévisible des résultats en 2009, Recyclex compte sur une gestion « au plus près », une production étroitement liée à la demande et des économies à tous les niveaux, coûts opératoires, investissements, fonds de roulement.

(Les Echos : 24/03/2009)

Recyclage du verre : le tri sélectif est le seul recours pour éviter la mise en décharge de tonnages importants de verre impropre au recyclage

Beaucoup d'initiatives sont apparues autour du verre d'emballage pour en diminuer l'impact pondéral, l'impact en termes d'émissions de CO₂ (cf article Ecomine de février 2009) et pour optimiser le recyclage de cette matière première apparemment simple.

En France, la collecte de verre 2008 a été de 1 900 kt, représentant une quantité stable par rapport aux 1 890 kt de 2007, bien que soit soulignée une baisse de la qualité. En fait, la part de recyclé dans la consommation a été améliorée parce que la production de verre neuf a baissé. Deux des intervenants de cette thématique, la Chambre syndicale des verreries mécaniques de France et l'Association des maires de France, sont convaincus qu'une optimisation plus décisive du recyclage ne peut venir qu'avec l'élaboration d'une charte qualité.

En Allemagne, le BVSE (Fédération des matières premières

de récupération et de traitement des déchets), s'inquiète de la situation économique actuelle qui fragilise les producteurs nationaux de verre. Ces industriels ont déjà réduit leurs productions, certains allant jusqu'à arrêter des fours ou introduire du chômage partiel. Le BVSE estime que la durée du marasme économique pourrait les inciter à délocaliser la production en Europe de l'Est. Le système actuel d'appels d'offres géré par l'organisation « Der Grüne Punkt » (Le Point Vert) est aussi remis en cause.

Bien souvent, c'est l'absence ou la qualité insuffisante du tri du verre récupéré qui est en cause. Au Royaume-Uni, environ 500 000 t de verre plat finissent en décharge chaque année à cause de ce problème alors que le calcin serait utilisable dans les secteurs du verre plat, des abrasifs, des céramiques et de l'isolation. Dans le cas du verre plat, le programme d'action Wrap vient de publier un protocole de qualité du calcin. Ce protocole redéfinit les conditions de production du calcin pour en améliorer la qualité et précise les critères qui le font passer de la condition de déchet à celle de matériau de recyclage.

Toutefois, il arrive, dans l'état des moyens techniques, que le recyclage pose plus de problèmes qu'il n'en résout. C'est le cas des tests de récupération du verre des tubes cathodiques pour en faire des bouteilles. Non seulement ce verre contient du baryum qui va biaiser les mesures pondérales utilisées dans la chaîne de fabrication mais les industriels ajoutent qu'il contient également du plomb.

*(Recyclage Récupération :
26/01/2009)*

QUESTIONS MULTILATÉRALES

QUESTIONS GLOBALES ET PÉRIMETRES ÉCONOMIQUES

Confrontée à la crise économique, la Chine vient en aide à ses industriels, notamment dans le domaine des matières premières minérales

1 - L'impact de la crise sur le secteur automobile chinois donne une opportunité de consolidation

L'expansion récente du marché automobile chinois peut être résumée en trois points. Le premier est une progression du nombre d'unités produites dans le pays de 20 % l'an depuis le début des années 2000, aboutissant à un total de 6,381 millions d'automobiles en 2007 (sur un total de 8,882 millions de véhicules). Le second est l'objectif de qualité qui a permis à certains industriels de se donner pour objectif d'accéder rapidement aux marchés américain et européen. Le troisième est celui de la multiplication du nombre de marques domestiques puisqu'elles seraient aujourd'hui une centaine.

L'irruption de la crise économique a rapidement fait chuter les ventes -la baisse a été de 14,3 % en janvier 2009- et mis en difficultés nombre de marques. Le plan d'aide gouvernemental, d'un montant de 5 milliards de yuans (574 M€), pourrait alors être le prétexte pour imposer une consolidation parmi les marques domestiques qui représentent 30 % des ventes totales (par rapport aux marques étrangères ou aux constructeurs domestiques associés à des constructeurs étrangers). À titre d'exemple, les ventes d'automobiles de marques strictement domestiques ont été limitées à 130 200 unités en janvier et cinq modèles ont représenté 40 % du total. La presse a rapporté que le gouvernement souhaiterait l'émergence d'une dizaine de constructeurs domestiques ayant une capacité de production entre 1 et 2 millions d'unités par an.

2 - Retour de la taxation à l'importation pour l'aluminium...

Annulée il y a deux ans, la taxe de 5 % à l'importation d'aluminium a été relancée à compter du 1^{er} mars 2009. Normalement, elle doit aider à privilégier les achats de métal domestique par les transformateurs. En fait, l'abondance de l'offre chinoise est telle que c'est déjà le cas puisque le pays a, une fois encore, importé moins d'aluminium que l'année précédente. Les 260 kt importées en 2008 sur les 15 Mt de la demande nationale représentent 1,7 % des besoins. À terme, les importations deviendront encore plus négligeables.

3 - ... Pendant que le SRB stocke des métaux de base

Conciliant, suivant les cas, ses problèmes de surproduction domestique et de soutien des prix, de stockage stratégique et d'importations aux meilleurs prix, les autorités chinoises ont poursuivi leurs achats en février-mars via le State Reserve Bureau (SRB).

Le SRB a ainsi acheté sur le marché domestique, en février, un lot d'aluminium supplémentaire de 290 kt à un prix de 1 826 \$/t, dont 140 kt auprès de Chalco. Le SRB continue ses achats de cuivre sur les marchés extérieurs en payant la tonne moins cher que sur le marché domestique ; les importations de cuivre s'élevaient à 329 311 t au début mars (+ 42 % par rapport au début mars 2008) alors que le stock stratégique, estimé à 38 kt, devrait atteindre 100 kt à la mi-2009.

4 - Retour possible des taxes sur le système « toll trading » de la filière acier

Dans le but de créer un cadre économique et industriel favorable au développement de sa sidérurgie, le gouvernement chinois voudrait limiter le flux en « toll trading » qui consiste à importer des matières premières (minerai, fonte, brames d'acier, scrapes)

et à en exporter le produit transformé en totale détaxation. En principe, la limitation porterait sur les produits concurrençant des produits fabriqués dans le pays et se traduirait par la double application d'une taxe à l'importation et d'une taxe à la valeur ajoutée. Dans le cas de billettes d'acier, la première pourrait être de 2 à 11 % et la seconde de 17 %.

5 - Le retour de la « tax rebate » dans la filière acier est aussi à l'étude

Le retour de la « tax rebate » est également évoqué pour soutenir les exportations des sidérurgistes concurrencées par les exportations des pays de la CEI, notamment dans les produits plats dont le prix à la tonne a baissé de plus de 40 % par rapport à la mi-2008, soit de 1 000 \$/t à moins de 600 \$/t. La « tax rebate » est plus qu'un abattement de taxes à l'exportation, c'est une prime à l'exportation. Les taux avancés pour aider les sidérurgistes sont dans une fourchette 8-13 %.

Les sidérurgistes pensent que si la mesure permettra de rapprocher leurs prix de ceux de leurs concurrents de la CEI, elle sera, néanmoins, de peu d'utilité pour surmonter le principal problème qui est celui de la contraction des volumes de ventes.

(Les Echos : 25/02/2009 ; Metal Bulletin : 23/02/2009, 16/03/2009 ; Platt's Metals Week : 23/02/2009 ; Site web oica.net)

PROCÉDURES ANTIDUMPING

Dans le contexte de la réduction de volume des marchés et des prix, les produits importés de Chine restent au centre des préoccupations des industriels européens

Karl-Ulrich Kölher, le nouveau président d'Eurofer qui est la

fédération européenne des sidérurgistes, s'est déclaré partisan de l'usage de la batterie juridique de l'Union européenne à l'encontre des pays abusant de mesures protectionnistes, citant la Chine, l'Inde et la Russie. Le président d'Eurofer a, en outre, regretté la lenteur générale de mise en place des dispositifs antidumping de l'Union européenne, en comparaison, par exemple, de ce qui se pratique aux Etats-Unis. Il a également souligné le handicap de compétitivité à l'international des industriels européens qui sont soumis à des mesures environnementales sévères, telle la taxation sur les

émissions de CO₂, alors que c'est rarement le cas de leurs concurrents.

Eurofer a néanmoins annoncé le 4 mars qu'elle ne porterait pas plainte contre la Chine pour dumping concernant ses exportations d'acier inoxydable laminé à froid. La situation économique aurait rendu le sujet obsolète.

Euroalliages, l'association européenne des producteurs de ferroalliages, a dû réaffirmer que le maintien des mesures antidumping à l'encontre du silicium chinois importé était toujours nécessaire au risque d'affaiblir les producteurs européens. L'annonce a été

faite suite à une réactivation des importations chinoises de silicium en Europe, réactivation provoquée par le haut niveau des barrières dressées par certains pays, comme les Etats-Unis où la taxation atteint 139 %. Par ailleurs, les utilisateurs européens de silicium avaient relancé le débat sur le fait que ces mesures ont pour effet de maintenir leur matière première à un prix élevé. Début mars, le prix du silicium se situait vers 1 830-1 930 \$/t contre un maximum de 2 350-2 550 \$/t atteint en juin 2008.

*(Metal Bulletin : 02-16/03/2009 ;
Recyclage Récupération :
16/03/2009)*

LES ÉTATS

ARABIE SAOUDITE

Deux projet miniers sont bien avancés dans le bouclier arabo-nubien, Jebel Sayid (cuivre) et Wadi Sawawin (fer)

L'Arabie Saoudite est depuis longtemps soucieuse de développer d'autres ressources naturelles que son pétrole, pour preuves les nombreux travaux de recherche menés par le Ministère saoudien en collaboration avec divers services géologiques étrangers, dont le BRGM. Depuis les années 80, les seules exploitations minières de l'Arabie Saoudite ont porté sur l'or, à la mine de Sukhaybarat, aujourd'hui épuisée, et à la mine de Madh ad Dhahab. La production saoudienne a atteint jusqu'à 2-3 t/an.

Le haut de cycle des métaux et la possibilité de disposer d'une énergie à faible coût ont favorisé la relance de divers projets miniers parmi les minéralisations inventoriées. En premier lieu, ont été relancés les projets phosphate d'Al Jalamid et bauxite d'Az Zabirah qui sont situés dans des secteurs de la couverture sédimentaire éloignés de la frange côtière ; dépendants de la construction d'une ligne ferroviaire, ils ont été à nouveau reportés. Ce sont maintenant les projets cuivre de Jebel Sayid et fer de Wadi Sawawin, situés dans l'emprise du bouclier Arabo-Nubien, qui sont relancés ; localisés dans des secteurs plus accessibles, ils ont fait l'objet de nouveaux travaux de faisabilité.

Le projet le plus avancé correspond au gisement à cuivre et or de Jebel Sayid, amas sulfuré de la partie centrale du Bouclier Arabe trouvé par le BRGM dans les années 70, sur lequel le groupe minier australien Citadel Resources a mené des travaux de réactualisation d'étude de faisabilité. Ceux-ci ont permis à Citadel d'élaborer un profil d'exploitation, commençant en mars

2010, par la production à ciel ouvert de l'or contenu dans la partie superficielle oxydée de l'amas n°1 (1,35 Mt à 1,3 g/t Au). Puis, en mars 2011, débuterait l'exploitation souterraine du cuivre contenu dans les amas n°2 et n°4 (31,2 Mt à 1,54 % Cu et 0,74 % Zn) à la capacité de 60 kt/an en concentrés exportés vers l'Europe ou l'Asie. Le coût du projet a été estimé à 262 M\$ et les coûts opératoires à 0,94 \$/lb pour le cuivre et à 330 \$/oz pour l'or. En février a été publié un nouveau bilan des ressources qui relève le tonnage global de cuivre de 22 % ; avec une teneur de coupure de 0,2 % Cu, les nouvelles ressources indiquées s'établissent à 31,2 Mt à 1,54 % Cu (480 kt) et 0,74 % Zn (231 kt), et les ressources inférées à 67 Mt à 1,1 % Cu (737 kt) et 0,6 % Zn (402 kt).

L'autre projet, qui est aussi la minéralisation la plus anciennement inventoriée, est le gisement de fer de Sawawin localisé dans le Nord de l'Arabie, à proximité de la Mer Rouge. L'étude de faisabilité a été effectuée par la joint-venture à 50 : 50 entre la compagnie britannique London Mining et la compagnie saoudienne NMC. Dans la 1^{ère} phase, d'un coût estimé à 1,8 Md\$, l'exploitation à ciel ouvert du gisement sera concentrée sur une cible de 157 Mt à 41 % Fe. Prévue pour démarrer en 2012, l'extraction aura une capacité de 11,6 Mt/an ; sous forme de pulpe, le minerai sera acheminé jusqu'à la côte par pipe-line, sur 60 km, pour être transformé à la capacité de 5 Mt/an en pellets d'une teneur de 67,2 % Fe. Une 2^{ème} phase pourrait relever la capacité de production à 15-20 Mt/an de pellets. L'unité à pellets serait alors approvisionnée par du minerai local et par du minerai provenant du gisement groenlandais d'Isua (181 Mt à 33,4 % Fe), aux caractéristiques voisines, qui appartient à la même joint-venture.

(Mining Journal : 06-27/03/2009)

AUSTRALIE

La relance de l'exploitation d'uranium a commencé

L'Australie possède un potentiel minéral riche et diversifié où l'uranium figure en bonne place puisqu'un quart des réserves mondiales d'uranium et environ 40 % des grands gisements connus y sont recensés. Cependant, cette production représente aujourd'hui seulement 19 % du marché mondial en raison du refus du parti travailliste australien, depuis les années 80 dans les États où il était majoritaire, d'accepter le nucléaire et d'exploiter l'uranium.

La montée en puissance de grands pays en voie de développement, le supercycle des matières premières, la flambée du prix de l'énergie et la mise en avant des préoccupations climatiques ont amené le parti travailliste à revoir sa stratégie et à abandonner son veto sur l'uranium en 2007. Les conditions sont donc aujourd'hui favorables à une relance de la filière minière uranium australienne, en particulier dans deux États. C'est le cas en Australie Occidentale où l'Association australienne de l'uranium a recensé, sur 28 cibles, 188 000 tonnes d'U₃O₈, et en Australie Méridionale où la capacité du gisement géant d'Olympic Dam pourrait être portée de 4 kt/an à 19 kt/an.

Les montants investis dans l'exploration de l'uranium en Australie sont en forte progression, étant passés de 114 M\$ en 2006 à 231 M\$ en 2008. Cela devrait permettre de mettre en exploitation de nouveaux projets miniers et augmenter les recettes qui s'élevaient à 887 M\$ (444 M€) en 2008. Les exportations, qui se font essentiellement vers les États-Unis, le Japon et l'Europe, dont la France, concernent dorénavant la Chine, pays avec lequel des accords spéciaux ont été conclus. Les responsables australiens exigent que le pays de destination ait accepté et

signé le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Dans le même temps, l'idée d'utiliser l'uranium en Australie progresse dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre car, avec ses centrales au charbon et une population peu nombreuse, le pays a un taux d'émission par habitant élevé.

(Le Monde : 04/03/2009)

FRANCE/NOUVELLE-CALÉDONIE

Première production de nickel à Goro prévue en juillet 2009

Le projet minier de Goro Nickel entre dans sa phase terminale avec un démarrage et une première production de nickel attendus vers la fin du mois de juillet 2009. Après les tests de mise en sécurité, les 3 000 personnes affectées à la construction des infrastructures du site seront remplacées par le personnel de fonctionnement, incluant 850 salariés à la mine et 1 500 à 2 000 salariés dans les activités satellites.

La mise en production se fera avec un seul des trois autoclaves de l'usine, étant entendu que la pleine capacité (60 kt/an) devrait être atteinte en 2011. Le coût total du projet, évalué à 3,2 Md\$, sera très probablement revu à la hausse compte tenu des retards pris pendant la construction. En outre, il faudra compter avec les 600 M\$ consacrés par Vale Inco aux mesures de protection de l'environnement, soit 18 % du coût estimé du projet. Pour justifier ces 18 % alors que la moyenne de ce poste dans les autres projets est de 10 %, il faut rappeler la situation de Goro face à la Baie de Prony et à la barrière récifale, à proximité de la grande réserve naturelle

située de l'autre côté du chenal de la Havannah.

L'arrivée de la production de nickel coïncide avec un cours nettement moins attractif et avec une surcapacité de l'offre qui a contraint tous les producteurs mondiaux à réduire leur offre. Vale a néanmoins fait le choix de commencer à produire à Goro et à Onça Puma (Brésil, démarrage prévu en janvier 2010), et de différer la production de Vermelho (Brésil, démarrage prévu en 2012). Rappelons qu'un second grand projet néo-calédonien est en développement, Koniambo, porté par la SMSP et Xstrata. *(Les Echos : 25/03/2009)*

GABON – RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO

Promotion du potentiel minéral pour préparer l'après-pétrole

Pour anticiper l'assèchement de ses ressources d'hydrocarbures, le Gabon prépare activement « l'après-pétrole » en misant sur le relais des autres richesses minérales que sont le fer, le manganèse, l'or, l'uranium, les terres-rares, le talc, etc. Actuellement, seul le manganèse est exploité par la Comilog (groupe Eramet) alors que le développement des gisements de fer de la zone frontalière avec le Congo Brazzaville tarde à se concrétiser.

C'est dans cet objectif que la Direction générale des mines et de la géologie du Ministère des mines, du pétrole et des hydrocarbures, souhaitant optimiser la promotion des ressources nationales auprès des investisseurs miniers, a prévu d'organiser trois journées consacrées sur ce thème du 21 au 23 septembre 2009 à Libreville. Y seront notamment présentés les

résultats du programme d'inventaire minéral mené dans le cadre d'un projet Sysmin à financement de l'Union européenne.

D'une durée de trois ans, ce projet a été mené par le BRGM en coopération avec le Council of Geosciences of South Africa, Sander Geophysics Ireland Ltd et le Musée royal de l'Afrique Centrale (Belgique). Le but était la mise en place d'une base de données géologiques et minières reposant sur une plateforme commune de type SIG. Le programme comprenait d'abord la conservation et la valorisation de données anciennes de géophysique aéroportée et la réalisation de campagnes complémentaires de survols géophysiques (356 000 km linéaires). Il incluait également l'inventaire minier au sol d'une surface de 25 000 km² dans les zones de Oyem, Makoutou et Ngoutou (région Nord), de Fougamou (région centre) et de Mayombe, Malinga et Baniaka (région Sud), avec une reconnaissance géologique et le prélèvement de 51 000 échantillons. Le programme incluait encore le lever de treize nouvelles cartes géologiques et la reprise de trois anciennes pour pouvoir établir une carte synthétique de la géologie et des ressources minérales à l'échelle du 1/1 000 000.

État voisin également confronté à la même problématique de l'après-pétrole, la République populaire du Congo (Congo Brazzaville) devrait mener une démarche du même type. Le BRGM a été sollicité pour réaliser une carte synthétique à l'échelle 1/1 000 000.

(Africa Mining Intelligence : 04/03/2009)

LES ENTREPRISES

BARRICK GOLD

Résultats du 4^{ème} trimestre 2008 ternis par des dépréciations d'actifs, mais une santé financière solide soulignée par le bilan annuel

Le groupe canadien a publié des résultats du 4^{ème} trimestre 2008 et annuels 2008 contrastés tout en rassurant les investisseurs sur son avenir.

Au 4^{ème} trimestre, Barrick Gold a produit 2,112 Moz d'or, soit 1,4 % de moins qu'au 4^{ème} trimestre 2007. Le chiffre d'affaires (qui inclut le cuivre et les autres productions accessoires) s'est élevé à 2,110 Md\$, en hausse de 10,1 % et le cash-flow opérationnel s'est établi à 439 M\$, en baisse de 35,1 %. Le bénéfice net est passé en négatif de 468 M\$ par rapport à un gain de 537 M\$ en raison d'une dépréciation de 773 M\$ des actifs Placer Dome qui ont été acquis pour 10 Md\$ en 2006. Le coût opératoire total moyen de l'or est à 471 \$/oz (+ 28 %) et le coût total de production moyen à 586 \$/oz (+ 23 %).

Sur l'année 2008, le groupe a produit 7,657 Moz, soit 5,0 % de moins qu'en 2007. Le chiffre d'affaires s'est néanmoins élevé à 7,913 Md\$, en hausse de 25,0 % par rapport à 2007, grâce à un prix de vente moyen de l'or passé de 619 \$/oz à 870 \$/oz. Le cash-flow opérationnel s'est établi à 2,206 Md\$, en hausse de 27,4 %, et le bénéfice net à 785 M\$, en baisse de 29,8 %. Le coût opératoire total moyen de l'or est à 443 \$/oz (+ 18 %) et le coût total de production moyen à 558 \$/oz (+ 16 %). Enfin, la dette de long terme a fait un saut de 44,5 %, à 4,556 Md\$.

Malgré la baisse du bénéfice net, les résultats annuels sont encourageants. D'une part, le cash-flow de 2,206 Md\$ a atteint un niveau record en dépit d'un coût de production total moyen en hausse de

16 %. D'autre part, les réserves d'or du groupe ont augmenté de 13,9 Moz pour atteindre 138,5 Moz en fin 2008.

À un moment où la dynamique de l'or est soutenue par la crise économique, par une production mondiale en baisse, un cours en hausse et une demande croissante sous forme de placement financier, Barrick Gold se trouve en position favorable avec une dette maîtrisée. Le groupe développe plusieurs projets intéressants, parmi lesquels les projets à court ou moyen terme de Buzwagi (Tanzanie, 250 koz/an), Cortez Hill (Nevada, 1 000 koz/an) et Pueblo Viejo (République Dominicaine, 600 koz/an). A plus long terme viendra la valorisation du gisement de Pascua Lima (Pérou) dont les réserves sont évaluées à 17,8 Moz (554 t).

(Les Echos : 05/03/2009 ; Site web barrick.com)

BHP-BILLITON

Résultats du 2^{ème} semestre 2008 solides et en progression malgré la détérioration du marché

Le groupe anglo-australien a publié des résultats pour le 2^{ème} semestre 2008 solides et en progression par rapport au 2^{ème} semestre 2007 malgré la détérioration des conditions de marché.

Le chiffre d'affaires, à 29,780 Md\$, progresse de 16,6 % par rapport à 2007. Le profit opérationnel s'inscrit lui-aussi en hausse, avec un Ebitda sous-jacent de 13,939 Md\$ qui est supérieur de 24,8 % aux 11,167 Md\$ de 2007. Le bénéfice gagne 2,2 %, à 6,128 Md\$, et permet de distribuer à ses actionnaires un dividende de 41 \$ par action dans la conjoncture actuelle, contre 29 \$ précédemment.

Ces résultats ont été enregistrés pendant la crise après la conjoncture exceptionnellement bonne au

1^{er} semestre. Face à cette crise des marchés des matières premières, la direction de BHP-Billiton reste confiante, attendant le retour inévitable de la demande mondiale, notamment chinoise. La détérioration rapide du marché l'a cependant conduit à des mesures économiques comme ailleurs, diminuant les productions, réduisant les investissements, effectuant des licenciements et reportant de nombreux projets.

Malgré sa solidité apparente, le groupe a procédé à deux émissions d'obligations afin de sécuriser son développement, l'une de 1,5 Md\$ à rendement de 5,5 % et échéance de 2014 et l'autre de 1,75 Md\$ à rendement de 6,5 % et échéance de 2019.

(Les Echos : 22/01/2009 ; Site web bhp-billiton.com)

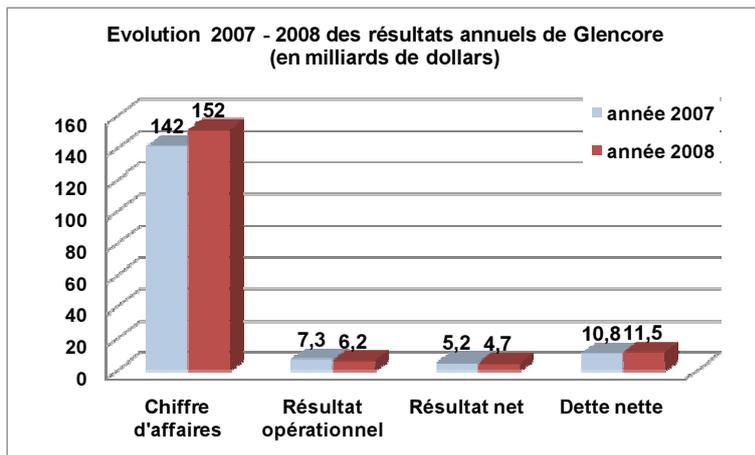
GLENCORE

Résultats annuels 2008 en baisse et forte dette qui devrait baisser rapidement

Le groupe suisse a publié des résultats annuels 2008 encore largement positifs bien qu'affectés par la crise économique mondiale (fig. page suivante). Le chiffre d'affaires s'est élevé à 152,2 Md\$, en progression de 7,0 % par rapport aux 142,3 Md\$ de 2007. Le résultat opérationnel de 6,2 Md\$ est en recul de 15,1 % et le résultat net de 4,7 Md\$ en recul de 9,6 %. Toutefois, le flux net de trésorerie s'est fortement détérioré puisque de + 1,9 Md\$ à fin 2007 il est passé à - 3 Md\$ à fin 2008. Enfin, la dette nette a progressé de 6,5 %, à 11,5 Md\$, contre 10,8 Md\$ en fin 2007.

Les résultats annuels ont souffert de la détérioration du climat économique du dernier trimestre, avec un résultat opérationnel divisé par deux, à 1 Md\$.

Glencore a réagi à cette situation en effectuant une compression drastique



Source : Glencore in Les Echos

des dépenses en capital, les ramenant à 1,0 Md\$ pour 2009 contre 1,8 Md\$ en 2008 (à quoi s'ajoutait 1,4 Md\$ d'investissement) et en cédant des actifs. La vente de sa raffinerie de pétrole colombienne devrait ainsi lui rapporter 550 M\$. Dans ces conditions, le groupe devrait renouer avec un cash flow positif et, selon Barclay's Capital, pouvoir générer 2 Md\$.

En termes de dette brute, Glencore a déjà remboursé 3,4 Md\$ au dernier trimestre 2008, ramenant le montant à 18 Md\$ en fin 2008, et devrait poursuivre son effort en remboursant un minimum de 5,2 Md\$ (la partie exigible) en 2009.

(Les Echos : 16/03/2008)

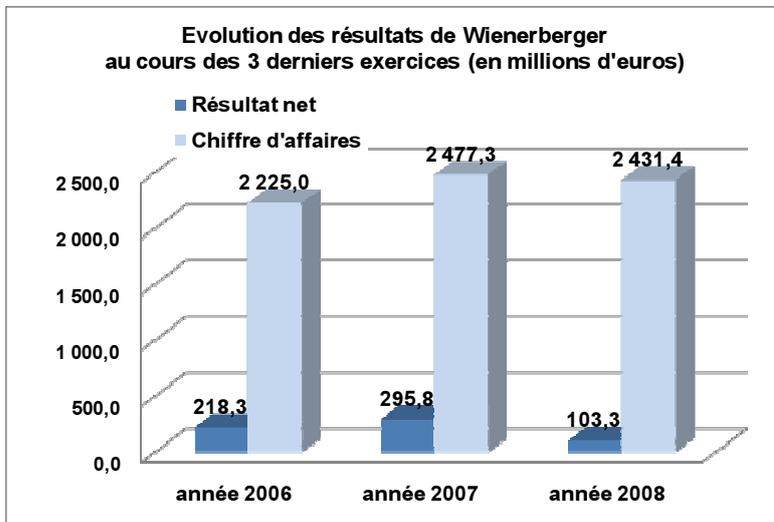
VICAT

Des résultats annuels 2008 en repli mais encore satisfaisants, selon la direction, dans le contexte de crise sévère de la construction

Le groupe cimentier français a publié des résultats annuels 2008 en repli. Si le chiffre d'affaires consolidé a baissé de 3,7 %, à 2,057 Md€ contre 2,136 Md€ en 2007, l'Ebitda de 528 M€ est en repli de 11,0 % par rapport aux 593 M€ précédents. Le résultat net part du groupe de 273 M€ est en baisse de 17,5 % par rapport aux 331 M€ de 2007 et la capacité d'autofinancement de 402 M€ est en baisse de 15,7 %. Bien qu'en baisse, la marge nette, à 11,9 % du chiffre d'affaires est encore intéressante tandis que la dette nette représente 34,7 % des capitaux propres, ratio raisonnable.

Considérant ces résultats comme suffisamment satisfaisants compte tenu de la crise du secteur de la construction, Vicat a décidé de maintenir la distribution d'un dividende représentant un taux de distribution de 27 %.

L'activité du cimentier a baissé de 1,4 % en France, où se fait la moitié du chiffre d'affaires, alors qu'elle a fait mieux que résister dans le reste de l'Europe (+ 0,6 %). Elle a fléchi de 0,9 % en Turquie mais a fortement progressé en Afrique et au Moyen-



Source : Wienerberger in Les Echos

Orient (+ 17,1 %). Par contre, elle a chuté de 25,8 % aux Etats-Unis où le cimentier réalise 13 % de ses ventes.

La direction de Vicat a choisi la prudence face à la conjoncture « sans visibilité » de 2009 et ajouté au plan « Performance 2010 » le plan complémentaire « Performance Plus ».

L'ensemble des mesures qui y sont envisagées devrait permettre à Vicat d'économiser 50 M€ en 2009. En outre, Vicat va reporter 75 M€ d'investissements estimés non-stratégiques et devrait réduire de 30 M€ son fonds de roulement.

(Les Echos : 03/03/2009 ; Le Figaro : 03/03/2009 ; Site web vicat.fr)

WIENERBERGER

Résultats annuels 2008 impactés par la crise de la construction

Le groupe industriel autrichien, n°1 mondial de la brique et n°2 européen de la tuile, a été également touché par la crise de la construction, surtout au niveau du bénéfice (fig. suivante). Le chiffre d'affaires 2008 de 2,431 Md€ a baissé de 1,9 % par rapport à 2007 alors que le résultat opérationnel, à 240 M€, a reculé de 32 %. L'endettement du groupe a augmenté de 57 % pour atteindre 890 M€ en fin d'exercice : d'une part affecté par les investissements réalisés, d'autre part par le versement d'un dividende aux actionnaires, il reste contenu dans la limite de 36 % des fonds propres.

Si le chiffre d'affaires de Wienerberger a régulièrement baissé tout au long de l'année en Amérique du Nord pendant la dure crise de l'immobilier des États-Unis, les autres zones d'activité ont connu une baisse au dernier trimestre seulement. En France, où le groupe dispose de

11 sites et compte un millier de salariés, la brique a même gagné des parts de marché face au béton.

Le groupe, comptant au début 2008 plus de 200 sites de production et 15 200 salariés répartis dans 26 pays, s'attend à une année 2009 extrêmement difficile, prévoyant même une nouvelle dégradation de la construction de logements, y compris aux États-Unis. Dans ces conditions, il pourrait annoncer de nouvelles mesures d'économie après avoir déjà fermé 27 sites de production en 2008.

(Les Echos : 18/03/2009)

CARNET

HudBay Minerals Inc

Colin Benner a été nommé directeur général par interim du groupe canadien HudBay Minerals, en remplacement d'Allen J. Palmiere.

Colin Benner est bien connu dans l'industrie pour avoir occupé le poste de direction dans un certain nombre de compagnies minières.

Le départ d'A. Palmiere, ainsi que d'autres personnes présentes dans le Comité de direction, a été provoqué par certains actionnaires de référence d'HudBay Minerals, dont le fonds d'investissement SRM Global Master. Ceux-ci n'ont pas accepté l'initiative de la direction de lancer une OPA sur un autre groupe canadien, Lundin Mining, très affaibli par ses actifs zinc et par sa dette, dont le résultat a été une chute du cours de l'action HudBay Minerals.

*(Mining Journal : 13/03/2009 ;
Platt's Metals Week : 16/03/2009)*

Hydro ASA

Svein Richard Brandtzøeg a été nommé directeur général du groupe norvégien Hydro, en remplacement d'Eivind Reiten qui quitte l'entreprise. Sa nomination sera effective à compter du 30 mars.

S.V. Brandtzøeg, présent dans le groupe depuis 23 ans, occupait précédemment le poste de responsable général du secteur de fabrication des produits d'aluminium - secteur qui emploie 16 500 salariés - avec le titre de vice-président du groupe.

Depuis la séparation en 2007 des activités pétrolières (fusion avec Statoil pour créer StatoilHydro), Norsk Hydro, devenu Hydro et présenté comme le 3ème producteur intégré d'aluminium mondial, est spécialisé dans l'aluminium et l'énergie (hydroélectricité, etc.).

(Industrial Minerals : March 2009)

Metalloinvest

Andrey Varichev a été nommé directeur général du groupe sidérurgique russe Metalloinvest en remplacement de Maxim Gubiev.

A. Varichev, auparavant directeur général adjoint du management, garde sa place dans le Comité de direction.

(Metal Bulletin : 09/03/2009)

Metorex

Terence Goodlace a été nommé directeur exécutif chez Metorex, en remplacement de Charles Needham. Il sera en charge du développement des projets majeurs parmi les branches « métaux de base », « métaux précieux » et « minéraux industriels », également chargé des relations avec les investisseurs.

T. Goodlace était auparavant directeur des opérations chez Gold Fields.

C. Needham reste directeur du management, en charge des affaires intérieures et de la coordination dans l'organisation interne du groupe.

(Mining Journal : 27/02/2009)

Perilya Ltd

Zhang Shuijian a été nommé président non-exécutif de la compagnie australienne Perilya en remplacement de Patrick O'Connor.

La nomination de Z. Shuijian suit la prise de contrôle de Perilya par le groupe chinois Shenzhen Zhongjin Lingnan Nonfemet avec 50,1 % du capital. La transaction a été finalisée en février dernier pour un montant de 30,85 millions d'US\$ (soit 23,7 M€). Perilya est l'opérateur de la mine à Pb-Zn australienne de Broken Hill, en difficulté financière depuis la chute des cours des deux métaux.

P. O'Connor reste dans le Comité de direction du mineur en tant que président non-exécutif adjoint.

Paul Arndt reste le directeur général et directeur du management de Perilya.

(Mining Journal : 20/03/2009 ; Site web perilya.com.au)

Tau Ken Samruk (Compagnie minière nationale kazakhe)

Malay Mukherjee a été nommé directeur de Tau Ken Samruk, qui est la Compagnie nationale des mines du Kazakhstan, à compter du 23 février 2009.

M. Mukherjee est un proche du PDG d'ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, et a occupé dans le groupe Mittal puis chez ArcelorMittal, devenu le groupe sidérurgique n°1 mondial, de hautes responsabilités.

Tau Ken Samruk (TKS) est la holding créée par le gouvernement kazakh avec deux missions principales. La première est de porter les participations de l'Etat dans les entreprises minières en activité dans le pays, kazakh ou étrangères. TKS détient, ainsi, 15 % dans Kazakhmys (mineur diversifié), 100 % de Kazatomprom (uranium), 11,65 % dans Eurasian Natural Resources Corp (mineur diversifié), 50 % de Bogatyr (charbon), 50 % de Bogatyr Access Komir (aluminium) qui est une joint venture avec United Company Rusal. La seconde mission est d'améliorer le contrôle de l'Etat sur cette filière, en tant qu'interlocuteur privilégié et incontournable pour toute transaction, et de porter le niveau de son expertise technique aux normes occidentales.

(Metal Bulletin : 09/03/2009)

Titanium Resources Group

John Sisey a été nommé directeur général de Titanium Resources Group en remplacement de Len Comerford.

(Industrial Minerals : March 2009)

United Company Rusal

Oleg Deripaska, principal actionnaire d'United Company Rusal (UC Rusal), a été nommé directeur général du groupe en remplacement d'Alexander Bulygin.

O. Deripaska n'aura occupé qu'un mois le poste de directeur général adjoint.

A. Bulygin rejoint le Comité de direction de la holding EN+ Group qui est l'instrument financier principal de l'homme d'affaires russe O. Deripaska, par lequel il détient la majorité du capital d'UC Rusal.

Evgueny Fyodorov a été nommé directeur de la branche « Ingénierie et construction » d'UC Rusal.

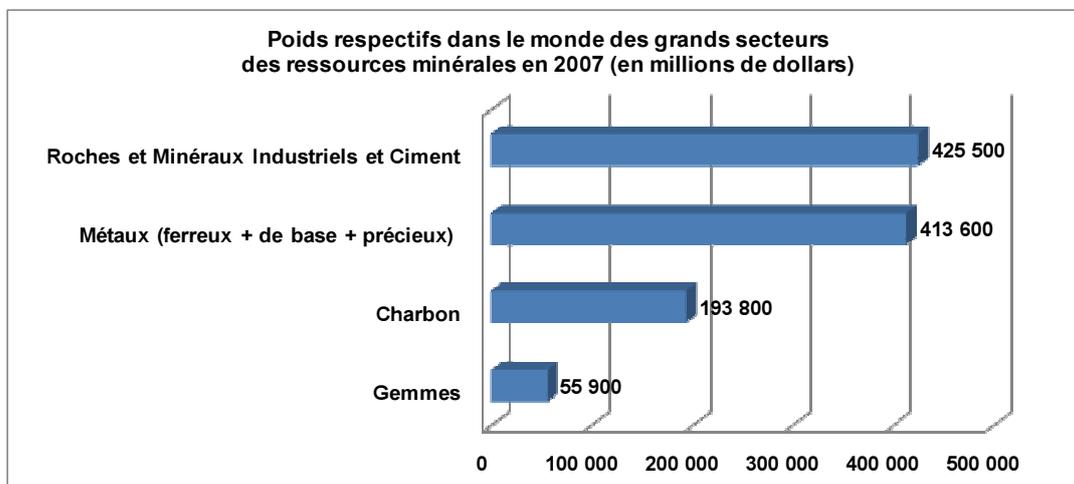
*(Engineering & Mining Journal :
March 2009 ; Mining Journal :
20/03/2009)*

ÉCO-NOTE

Le secteur des granulats en France : tension sur l'approvisionnement et interrogation sur la ressource et sa disponibilité

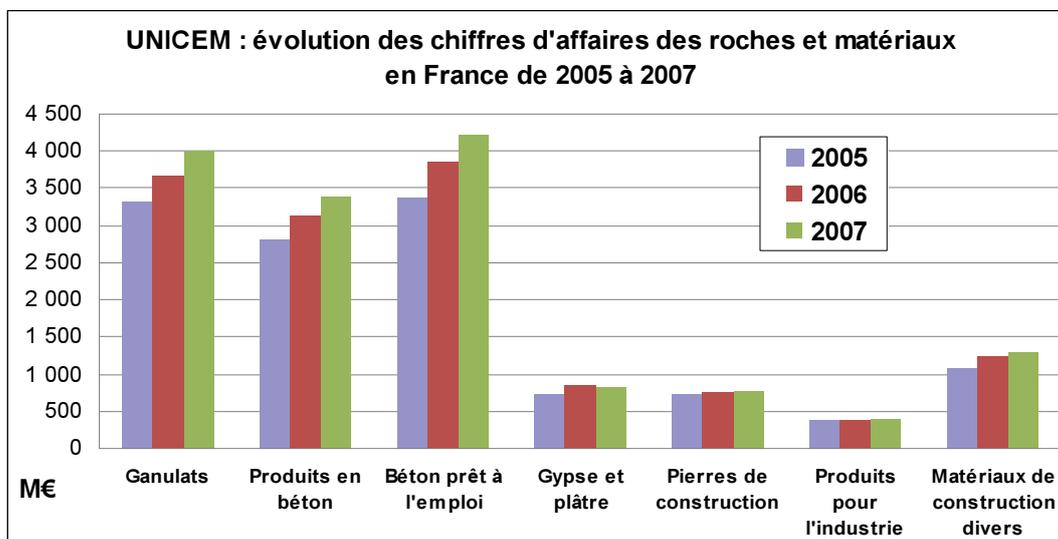
par Jean Michel Eberlé

Cadrage du secteur des roches et minéraux industriels - À l'échelle mondiale, les roches et minéraux industriels, ciment compris, ont un poids économique considérable et même un peu supérieur à celui de l'ensemble des métaux (fig. suivante).

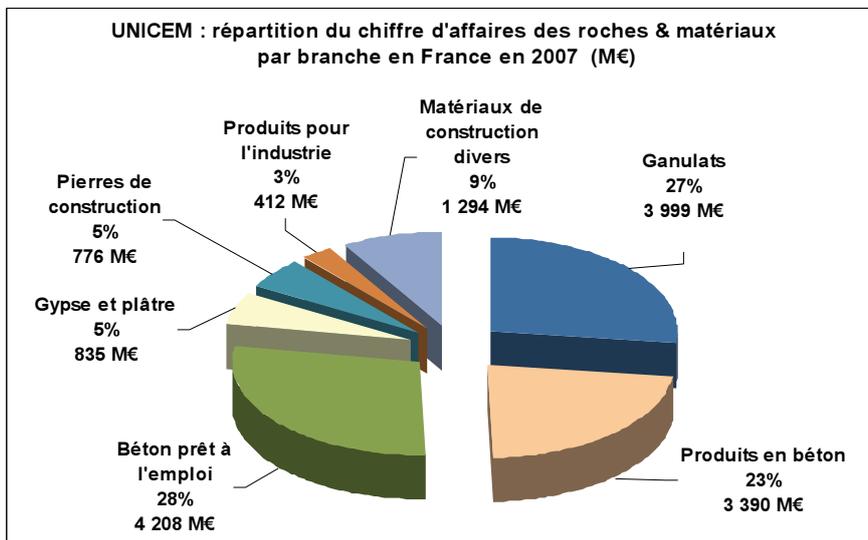


Source : Mining Journal, données BRGM

En France, après la disparition des mines métalliques, ce domaine reste la seule activité extractive minérale, mais essentielle puisqu'elle concerne en majorité le BTP, d'où sa dynamique et sa forte expansion durant ces dernières années, et son propre poids économique (fig. suivante).

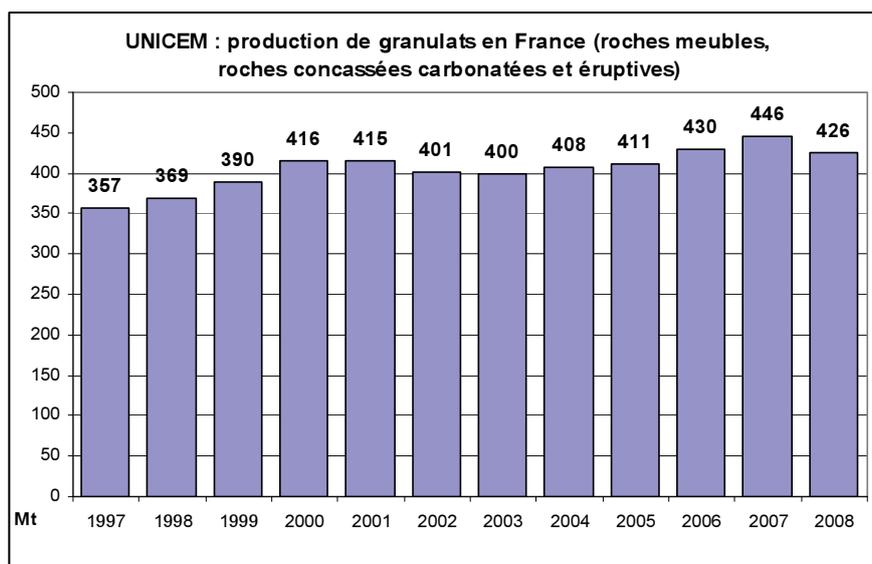


La place des granulats - Parmi les branches distinguées, les granulats occupent une place de choix et sont un enjeu capital au niveau national compte-tenu de leur rôle dans l'industrie du BTP et ses finalités en termes d'aménagement du territoire, d'infrastructures et de logement (fig. page suivante).



Source : UNICEM

On peut rappeler quelques tonnages indicatifs de ces besoins en granulats⁸ : de 100 à 300 tonnes pour un logement individuel, de 20 000 à 40 000 tonnes pour un hôpital ou un lycée, et 10 000 tonnes pour 1 km de voie ferrée. En 2008, la production française (tous granulats) a baissé de 4,5 % par rapport à 2007, descendant à 426 Mt (fig. suivante). Ils sont utilisés pour les deux-tiers dans les travaux publics et pour un tiers dans le gros œuvre du « bâtiment ».



L'importance de l'enjeu a encore été soulignée au travers des nouveaux objectifs du gouvernement, fixés dans le cadre du Grenelle de l'environnement et eux-mêmes renforcés par les plans de relance et d'investissement élaborés pour contrebalancer les effets de la crise économique. Sont prévues la construction d'infrastructures de transport supplémentaires, telles que voies d'eau, voies ferrées, réseaux de transport collectif et celle de nouveaux logements au rythme de 500 000 unités/an d'abord et de 580 000 unités/an ensuite.

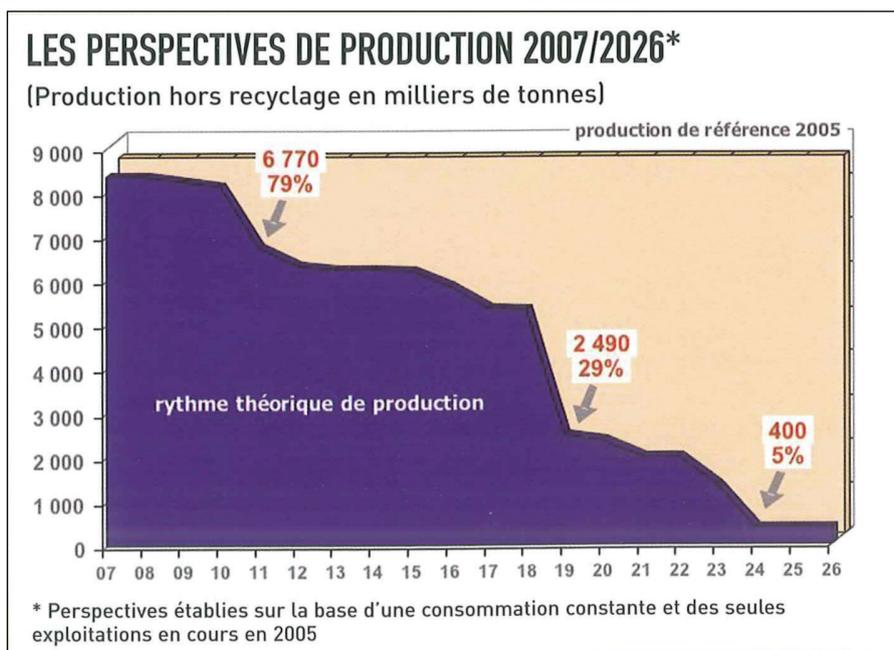
Par rapport à une hausse des besoins français en granulats de 4% l'an en 2006-2007 suivie d'une baisse en 2008, l'atteinte des objectifs évoqués nécessitera une accélération des besoins pendant une dizaine d'années.

⁸ Il peut s'agir de granulats naturels généralement quartzeux, fluviaux ou marins, qui sont préférés dans le gros œuvre des grands ouvrages en béton, ou de granulats de roches concassées.

La tension sur l'approvisionnement de granulats – Pour toutes sortes de contraintes, urbanisation et occupation des sols, rôle hydrologique, existence de périmètres de protection (faune et flore, monuments historiques, paysages...), absence ou insuffisance d'accès (terrestres et/ou fluviaux), il existe déjà une tension sur l'approvisionnement en granulats dans quelques régions, dont l'Île-de-France et l'Aquitaine.

Une étude économique menée par l'UNICEM en 2006-2007 sur le département de la Haute-Garonne avait montré l'étendue du problème en considérant l'évolution des besoins satisfaits de granulats pour la période de 2007 à 2026 sur la base des seules autorisations d'exploitation en cours en 2005 et d'une consommation constante (fig. suivante).

UNICEM : scénario d'évolution de la satisfaction des besoins de granulats dans le département de Haute-Garonne (document publié dans le magazine de janvier 2008)



Alors que les besoins satisfaits étaient de 93% en 2005 (production départementale de 9 Mt et consommation de 9,7 Mt), le scénario prévisionnel simplifié montre une évolution du taux à 79 % en 2011, 29 % en 2019 et 5 % en 2024.

Les déficits de certaines zones du pays ont pour conséquence un allongement du transport des granulats dont l'impact environnemental et financier est rapidement dissuasif : le coût kilométrique augmente de 10 à 15 % tous les 10 kilomètres. L'importation par bateaux de granulats jusqu'au fond d'estuaires (approvisionnement de l'agglomération parisienne via l'estuaire de la Seine) peut alors devenir concurrentielle.

L'interrogation sur la ressource et sa disponibilité - Le pays ne manque pourtant pas de sources de granulats, qu'il s'agisse de granulats issus de roches solides, illimitées à l'échelle humaine, ou de roches meubles qui sont essentiellement des alluvions fluviales et marines. Cependant, cette ressource est inégalement répartie, souvent d'accès condamné pour les raisons évoquées, sinon d'exploitation soumise à de nombreuses contraintes ou limitations. En outre, la démarche de renouvellement continu de la ressource disponible (« réserves ») n'est pas aussi systématique qu'il faudrait, malgré des efforts comme le travail d'inventaire confié au BRGM en 2006.

De leur côté, les acteurs de cette branche souhaitent aussi une simplification du processus menant à l'exploitation d'un site. S'ils sont conscients de l'image souvent négative des sites exploités, ils voudraient que les consommateurs soient davantage conscients de l'enjeu fondamental de cette ressource minérale dans le développement économique. En contrepartie, la profession sait que sa conduite doit être exemplaire à l'ouverture des chantiers, pendant l'exploitation et au moment de la fermeture suivie du

réaménagement/réhabilitation. Face à la complexité et au coût de toutes ces étapes, la profession souligne encore la nécessité grandissante d'une mutualisation des moyens.

Sources documentaires principales - France BTP : 05-16/03/2009 ; Regard sur l'UNICEM 2008 ; Site web unicem.fr ; UNICEM magazine : janvier 2008.